

Investissement :
L'Algérie ouvre grand la porte aux entreprises allemandes au Sommet GAIS 2025

P.02

Des professionnels du cinéma lancent un appel collectif au président Tebboune



P.03

Code de la route :
Une amende de 4000 DA pour les piétons

P.03



Annaba :
Amélioration urbaine : Inspection sur le terrain des travaux d'aménagement du carrefour Sidi Ibrahim

P.06



Éducation :



Remise des bulletins scolaires :

Le ministre annonce la date officielle

P.04

Réseaux mobiles :



Ooredoo Algérie lance officiellement la 5G et dévoile ses offres

P.05

Annaba :



Journées portes ouvertes à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida

P.08

L'Algérie ouvre grand la porte aux entreprises allemandes au Sommet GAIS 2025



L'Algérie présente sa nouvelle stratégie industrielle au GAIS 2025 et ouvre de vastes opportunités d'investissement aux entreprises allemandes. Le German Algerian Investment Summit (GAIS 2025) a placé, ce mardi, Alger au cœur des échanges économiques entre l'Algérie et l'Allemagne. Devant un parterre d'entrepreneurs, d'experts et de responsables institutionnels, le secrétaire général du ministère de l'Industrie, Kheireddine Ben Aissa, a détaillé la nouvelle vision économique du pays et les opportunités d'investissement qui s'ouvrent aux entreprises allemandes dans un contexte qualifié de « charnière ».

Un partenariat stratégique qui se renforce

Dans son allocution d'ouverture, Ben Aissa a salué l'initiative de la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie, organisatrice du sommet,

affirmant que cet événement illustre « la solidité et la profondeur » de la coopération entre les deux pays. Il a rappelé que l'Algérie a engagé une transformation économique profonde visant à diversifier la base productive nationale et à renforcer la compétitivité des entreprises locales. Selon lui, l'Algérie entre dans une nouvelle phase de développement, marquée par un modèle économique qui mise sur l'investissement productif comme moteur de croissance, de création d'emplois et de modernisation industrielle.

Une stratégie industrielle tournée vers la durabilité

Le secrétaire général a souligné que la stratégie industrielle nationale s'aligne désormais sur les exigences du développement durable. Les priorités portent sur l'efficacité énergétique, la rationalisation de l'utilisation des ressources et l'adoption de modèles industriels performants.

Cette démarche repose sur plusieurs axes essentiels : la création de valeur et d'emplois, la substitution aux importations dans les filières prioritaires, le développement des exportations hors hydrocarbures, l'intégration progressive dans les chaînes de valeur mondiales, ainsi qu'une gestion optimisée des ressources publiques et naturelles, afin de renforcer la compétitivité du tissu industriel national.

Son objectif est de construire une industrie moderne, compétitive et résiliente, capable de répondre aux transformations économiques et technologiques mondiales.

Réformes structurelles pour attirer les investisseurs

Ben Aissa a rappelé l'importance des réformes engagées pour rendre l'environnement économique plus attractif. Parmi les mesures majeures figurent :

- la nouvelle loi sur l'investissement, pensée pour plus de

flexibilité et de transparence ;

- la restructuration du foncier économique ;
- la simplification des procédures pour encourager l'entrepreneuriat ;
- le soutien accru aux start-up ;
- la réorganisation des filières industrielles ;
- la généralisation de solutions de numérisation pour améliorer la gouvernance et la performance des services publics.

Ces réformes visent à créer un climat des affaires stable, prévisible et favorable aux partenariats internationaux.

Opportunités pour les entreprises allemandes

L'Allemagne, qualifiée de « partenaire économique majeur », occupe une place centrale dans les ambitions industrielles algériennes. Ben Aissa a insisté sur la confiance et la coopération technique qui

caractérisent la relation entre les deux pays, notamment en matière de transfert de technologie et de formation.

Il a également mis en avant un ensemble de secteurs stratégiques qui offrent aujourd'hui un fort potentiel d'investissement, notamment les énergies renouvelables — avec un intérêt particulier pour l'hydrogène vert, le solaire et l'éolien — ainsi que les industries mécaniques, électromécaniques et de précision.

En clôturant son intervention, Ben Aissa a affirmé que le GAIS 2025 doit constituer un catalyseur pour de nouveaux partenariats concrets, au service d'un développement industriel durable et mutuellement bénéfique. Il a exprimé l'espoir que ce sommet ouvre une nouvelle étape dans la relation algéro-allemande, fondée sur l'innovation, l'efficacité et la création de valeur partagée.

Une délégation de l'UE s'enquiert de l'état d'avancement des projets financés par le PNUD

Une délégation de l'Union européenne (UE) et du Programme des nations unies de développement (PNUD) en Algérie, s'est enquis mardi à Bouira de l'état d'avancement des différents projets lancés dans le cadre du programme "Economie sociale et solidaire au service d'une inclusion économique durable des jeunes entrepreneurs et entrepreneurs en Algérie".

La délégation est composée notamment des ambassadeurs du Danemark, d'Italie, de Roumanie, de Belgique, d'Autriche ainsi que de Pologne et de Slovénie, et de représentants de l'UE et du PNUD en Algérie.

"Notre délégation est composée d'une vingtaine de diplomates européens, nous sommes venus à Bouira pour voir sur le terrain les projets soutenus et financés par le PNUD et pour rencontrer les jeunes entrepreneurs et les artisans qui ont bénéficié de soutien et qui ont un savoir-faire", a déclaré à l'APS l'ambassadeur de l'UE en Algérie, M. Diego Mellado.

La délégation s'est rendue à un atelier de poterie situé au centre-ville de Bouira, où elle a visité également une exposition dédiée aux petites et moyennes entreprises ayant réussi leurs projets financés par le PNUD, dont deux unités, la première spécialisée dans la production de l'huile d'olive, et l'autre dans la production de fromages.

Sur place, M. Mellado, a exprimé sa satisfaction concernant la qualité des produits exposés comme l'huile d'olive de la marque "Azemmour", de renommée internationale pour avoir décroché la médaille d'or au concours de l'Agence pour la valorisation des produits agricoles (AVPA) de Paris en 2020, et la médaille de bronze au concours international de l'huile d'olive à Londres la même année. Un produit qui est exportée vers l'Europe.

Le même responsable s'est dit "très émerveillé" par la qualité des produits exposés comme l'huile d'olive et les fromages produits par une petite entreprise basée à Arkoub, relevant de la commune de Bouderbala (Ouest de Bouira).

"Il faut continuer à soutenir ces jeunes entrepreneurs algériens qui peuvent développer des produits de



haute qualité en modèle d'économie solidaire, et je pense qu'il y'a un grand marché en Algérie ainsi qu'en Europe pour lequel il faut continuer à travailler pour rendre ces activités rentables et réussies", a déclaré M. Mellado.

De son côté, la représentante résidente du PNUD en Algérie, Mme Natasha van Rijn a déclaré que cette visite entre "dans le cadre du travail mené en étroite collaboration avec le ministère algérien du Travail et l'Union européenne qui finance le programme en soutien à l'économie sociale et solidaire".

Mme Van Rijn a expliqué que leur présence à Bouira avait pour objectif de visiter les entreprises bénéficiaires choisies dans le cadre du programme "Innovation Challenge" initié par l'Union européenne en juin 2023 pour "permettre aux petites et moyennes entreprises de se développer et de bénéficier de soutien et de financement".

"L'exposition de ces produits nous a permis de mettre en lumière le talent de ces jeunes entrepreneurs algériens hommes et femmes. C'est une opportunité pour eux de présenter leurs produits de qualité afin de promouvoir davantage leurs projets et développer l'économie sociale et solidaire, qui est un modèle en marche en Algérie", a-t-elle souligné.

Mme Van Rijn a précisé en outre qu'"entre 120 et 150 entreprises algériennes issues de 12 wilayas postulent pour bénéficier de financement", et qu'"un nombre important d'entreprises est retenu pour en bénéficier après un examen rigoureux des demandes et des projets".

Attaf reçu par le Premier ministre grec

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a été reçu mercredi par le Premier ministre grec, M. Kyriakos Mitsotakis, à l'entame de la visite officielle qu'il effectue en Grèce, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué du ministère.

"Lors de cette rencontre, M. Ahmed Attaf a transmis au Premier ministre grec les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que celles du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb", précise le communiqué.

Cette audience a été "l'occasion pour les deux

parties de réaffirmer la volonté commune de renforcer les relations d'amitié et de partenariat unissant les deux pays, ainsi que leur engagement mutuel à développer la coopération bilatérale dans divers domaines vitaux et prioritaires", ajoute le texte.

Les deux parties ont également exprimé "leur grande satisfaction quant au niveau de coordination entre les missions de l'Algérie et de la Grèce dans le cadre de leur mandat actuel au Conseil de sécurité des Nations unies", relevant "la convergence des positions des deux pays sur plusieurs questions d'intérêt commun, notamment les défis croissants auxquels est confronté l'espace méditerranéen", conclut le communiqué.

Le journaliste algérien Mehdi Ghezzar interpellé à Paris puis relâché : Ce que l'on sait

Le journaliste et éditorialiste d'AL24 News, Mehdi Ghezzar, a été interpellé et brièvement détenu mardi à Paris, où il réside, avant d'être relâché. Selon l'APS, la police lui aurait signifié qu'il était inscrit au fichier « S » et des personnes recherchées.

Selon la même source, la police française, lors de l'arrestation du journaliste, lui a notifié son statut de « fiché S ». Ce classement indique qu'il est répertorié parmi les « les éléments dangereux ou ceux potentiellement en lien avec des activités terroristes », une qualification appliquée aux individus considérés comme une menace pour la sécurité publique.

« Le chroniqueur et éditorialiste algérien de la chaîne internationale AL24 News, Mehdi Ghezzar a été arrêté près de son domicile, mardi à Paris, par la police française », écrit l'APS de mercredi 10 décembre 2025.

Mehdi Ghezzar « fiché S » en France

Mehdi Ghezzar est actuellement éditorialiste pour la chaîne publique AL24 News. Par le passé, il a été écarté de l'émission « Les grandes gueules » sur la chaîne RMC. Cette exclusion fait suite à des déclarations jugées controversées concernant le Maroc et André Azoulay, conseiller du roi Mohamed VI.

Selon l'agence de presse algérienne, Mehdi Ghezzar affirme être systématiquement retenu lors de ses passages dans les aéroports parisiens depuis plusieurs mois. Il rapporte que ces interpellations s'inscrivent dans un climat d'hostilités qui s'est progressivement aggravé.

Qualifiant ces agissements « d'intimidation », la même source déplore que, même après le départ de Bruno Retailleau du ministère de l'Intérieur français, la situation demeure inchangée. L'APS en conclut que « les méthodes de l'ancien ministre sont bien enracinées au sein des institutions françaises ».

Mehdi Ghezzar a été libéré ce mercredi matin, après avoir été « retenu pendant plusieurs heures » par la police française. Il a confirmé ces faits à sa chaîne AL24 News.

Le Fichier S, un outil de surveillance

Le fichier S (pour sûreté de l'État) est une catégorie de signalement au sein du Fichier des personnes recherchées (FPR) en France. Il est utilisé par les services de renseignement, principalement la DGSI, pour identifier les personnes représentant une « menace grave pour la sécurité publique ou la sûreté nationale ».

Il est important de noter que les personnes fichées S ne sont pas nécessairement coupables d'un crime, mais sont jugées comme « potentiellement dangereuses ».

Ce signalement est un outil d'alerte qui permet de tracer les activités et les déplacements de l'individu. En cas de contrôle par les forces de l'ordre (dans les aéroports, sur la route, etc.), le contact doit être immédiatement rapporté aux services de renseignement. Le Fichier S n'entraîne pas d'arrestation automatique, mais sert à la collecte d'informations pour la prévention des menaces, notamment celles liées au « terrorisme ou à l'extrémisme violent ».

SEYBOUSE
Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité
Benzekri Bât F N ° : 424
Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

165 professionnels du cinéma lancent un appel collectif au président Tebboune

L'artiste et comédienne algérienne Zahra Harkat a publié une lettre ouverte adressée au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans laquelle elle relaie l'inquiétude grandissante des professionnels du cinéma face à la stagnation du secteur.

Signée par plusieurs acteurs et techniciens, la lettre dénonce un blocage institutionnel persistant et appelle à une intervention directe du Chef de l'État.

Les signataires saluent d'abord « l'intérêt personnel » que le Président a manifesté à plusieurs reprises en faveur du cinéma, mais constatent que près d'une année après les Assises nationales du cinéma, aucune des recommandations formulées n'a



été concrètement appliquée.

« Qui porte la responsabilité du blocage empêchant l'application de ces recommandations ? », interrogent-ils, pointant des décisions administratives jugées déconnectées des réalités du terrain.

Cinéma en Algérie : 2025, une année blanche pour la production

La lettre souligne que certains décrets récents, censés organiser le secteur, ont au contraire « réduit

les espaces d'expression artistique » et écarté les professionnels des processus décisionnels.

Les signataires citent également le décret portant création du Centre National du Cinéma comme exemple. Selon eux, ce texte « consacre une vision strictement administrative, déconnectée des réalités du terrain ».

Autre point alarmant, en 2025, le secteur cinématographique n'a soutenu aucune production. Y compris les courts-métrages, faisant de l'année une année blanche.

Le Fonds de soutien au cinéma, dissous en 2021 puis réactivé, n'est toujours pas opérationnel. L'enveloppe budgétaire consacrée à la production reste par ailleurs très en-deçà des standards

internationaux. « Elle ne dépasse même pas le coût d'un film moyen », rappelle la lettre.

Cinq demandes urgentes adressées au Président Tebboune par les professionnels du cinéma

Pour sortir de l'impasse, les professionnels formulent plusieurs demandes considérées comme prioritaires :

1. Appliquer les recommandations des Assises nationales du cinéma.
2. Amender ou abroger les textes qui entravent l'activité cinématographique.
3. Activer et clarifier le fonctionnement du Fonds de soutien au cinéma tout en augmentant son enveloppe.
4. Réorganiser le Centre Algérien du Cinéma à travers un nouveau

décret définissant clairement ses missions, avec un directeur nommé par décret présidentiel.

5. Intégrer les professionnels du secteur dans les décisions qui les concernent.

Les signataires affirment que leur démarche n'est motivée que par « le souci sincère de servir le pays ». Et par la volonté d'installer une dynamique cinématographique nationale capable de promouvoir le cinéma algérien à l'international.

Ils appellent enfin à un engagement clair et durable des pouvoirs publics pour créer un environnement favorable et mettre fin à une situation jugée préoccupante. La liste complète des signataires a été jointe à la lettre publiée sur les réseaux sociaux.

Le nouveau code de la route est sans pitié : Une amende de 4000 DA pour les... piétons

Le projet de loi portant nouveau Code de la route, présenté par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, devant la Commission des transports de l'APN, est une réponse ferme à l'urgence nationale que représentent les accidents de la circulation.

Ce texte ambitieux, fort de 190 articles, vise à responsabiliser l'ensemble des usagers de la route, durcissant les conditions d'accès au permis, et prévoyant des sanctions beaucoup plus sévères.

Nouveau code de la route : Les piétons dans le viseur

Une disposition majeure, et souvent méconnue du grand public, est désormais mise en lumière : les piétons sont dorénavant passibles de sanctions en cas de non-respect des règles de circulation.

Le nouveau texte classe le manquement des piétons parmi les infractions de premier degré, les moins graves, mais tout de même punies d'une amende de 4

000 DA.

Il est important de rappeler que, bien que le code actuel prévoit déjà une amende de 2 000 DA pour la traversée en dehors des passages protégés, cette mesure n'a jamais été réellement appliquée. Le nouveau Code vise à rendre cette responsabilité effective pour tous, faisant de la sécurité routière l'affaire de chaque citoyen.

Des sanctions financières et pénales drastiques

Le projet de loi aggrave les sanctions en classant les infractions en contraventions, délits et crimes. Du côté des contraventions, le barème financier est revu à la hausse et structuré en quatre degrés de gravité :

- Les infractions de premier degré, punies de 4 000 DA, incluent, outre les piétons, le refus de présenter les documents, le non-port de la ceinture de sécurité, le non-respect des règles de transport des enfants ou la mauvaise propreté des vitres.
- Les infractions de deuxième degré, sanctionnées par 6 000

DA d'amende, concernent l'usage injustifié des alarmes sonores, le stationnement sur les voies réservées aux transports publics, l'illisibilité des plaques d'immatriculation, ainsi que le non-respect de la priorité des piétons.

• Passons aux infractions de troisième degré, qui coûtent 9 000 DA. Il s'agit notamment de l'excès de vitesse inférieur à 10 %, du stationnement interdit, de l'usage injustifié de la bande d'arrêt d'urgence, du jet de déchets hors du véhicule, ou du transport dangereux d'objets ou d'enfants de moins de dix ans à vélo.

• Enfin, les infractions de quatrième degré, les plus sévères hors délits, sont punies d'une amende de 15 000 DA. Cette catégorie regroupe des comportements très dangereux comme le non-respect des panneaux d'arrêt, l'accélération lors d'un dépassement, la conduite sans permis, l'utilisation du téléphone au volant, l'absence de contrôle technique, le non-

respect de la distance de sécurité, ou encore les excès de vitesse supérieurs à 20 %.

Au-delà des amendes, les sanctions pénales sont considérablement alourdies. Pour les faits constitutifs de délits et crimes graves, notamment l'homicide ou les blessures involontaires, les peines peuvent atteindre 20 ans de réclusion criminelle et une amende de 2 000 000 DA. L'aggravation est d'autant plus marquée lorsque l'infraction est commise par un véhicule lourd ou de transport collectif, un secteur dont l'implication dans les accidents a connu une hausse préoccupante.

Contrôle renforcé et prévention anti-stupéfiants

Le nouveau Code introduit également des dispositions visant à prévenir l'usage de stupéfiants. Il impose des tests médicaux de non-consommation lors de la demande ou du renouvellement du permis de conduire. Les conducteurs, en particulier ceux des poids lourds



et du transport de voyageurs, sont soumis à un contrôle médical périodique obligatoire, avec la possibilité d'un examen inopiné.

Cette mesure s'applique également aux dossiers de recrutement pour les professionnels de ces catégories. Le projet évoque enfin la suspension ou l'annulation du permis de conduire, la récidive, la confiscation du véhicule, et la possibilité de soumettre le conducteur à un examen médical pour vérifier ses qualifications physiques et mentales.

Ce Code de la route marque donc un tournant, faisant de la tolérance zéro et de la responsabilisation citoyenne les piliers de la sécurité routière en Algérie.

Séjours avec véhicule en Algérie : La diaspora désormais limitée à 6 mois par an

Face aux multiples interrogations de la diaspora concernant la limitation de la durée pour les séjours se déplaçant avec un véhicule en Algérie, le député Toufik Khedim a diffusé une vidéo afin d'apporter des éclaircissements sur cette réglementation.

Les Algériens résidant à l'étranger qui effectuent de longs séjours en Algérie avec leurs véhicules sont désormais soumis à une nouvelle réglementation. La durée de séjour autorisée pour ces voitures est désormais limitée et ne peut être renouvelée.

Dans sa vidéo, le parlementaire pouvait, par le passé, séjourner avec son véhicule en Algérie pendant une durée maximale de six mois. Cette période peut

facilement être reconduite par une simple sortie et réentrée sur le territoire, permettant de rester six mois supplémentaires.

La diaspora n'a plus le droit de prolonger son séjour avec véhicule en Algérie

Cependant, la réglementation a évolué : les membres de la diaspora sont désormais autorisés à maintenir leurs véhicules sur le territoire national pour seulement « six mois par an », sans possibilité de renouvellement par la méthode de la simple sortie/entrée.

Par ailleurs, Toufik Khedim a souligné que cette interdiction n'est pas nouvelle, mais qu'elle n'était tout simplement pas appliquée. Le véritable changement réside dans la mise en service du système douanier informatisé ALCES, qui



applique strictement la règle et empêche tout dépassement de la limite de six mois de séjour par an pour les véhicules de la diaspora.

Pourquoi changer de véhicule ne permet pas de contourner cette règle ?

Dans sa vidéo, le député a mis en lumière les tentatives de la diaspora pour contourner cette réglementation en introduisant

un second véhicule après l'expiration des six premiers mois. Malheureusement, ces démarches sont systématiquement rejetées par la douane.

La raison est simple : le système douanier n'enregistre pas le numéro d'immatriculation du véhicule, mais plutôt le numéro d'identification national du citoyen. Ainsi, même avec une voiture

différente, le système reconnaît que la personne a déjà consommé sa période annuelle autorisée. Le parlementaire a toutefois révélé la seule exception : pour que le véhicule puisse rentrer à nouveau, il doit être confié à un membre de la famille pour être introduit dans le territoire national sous le nom de cette tierce personne.

Concernant l'importation de véhicules de moins de trois ans, le député alerte la diaspora sur l'introduction de voitures importées par d'autres personnes. Il insiste sur le fait que le risque est élevé (présence de marchandise illicite, véhicule volé, etc.). La loi stipule que c'est la personne qui conduit le véhicule qui endosse la responsabilité pénale, et non l'importateur initial.

REMISE DES BULLETINS SCOLAIRES : Le ministre de l'Éducation annonce la date officielle

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a présidé hier soir, mardi, une conférence nationale tenue en visioconférence. Y ont participé des cadres de l'administration centrale, des directeurs de l'éducation et des directeurs délégués. Cette réunion était consacrée à l'évaluation du premier trimestre de l'année scolaire, des travaux restants à accomplir, et à l'examen de l'avancement des programmes et projets d'aménagement à travers les wilayas, ainsi que l'état de préparation pédagogique et administrative des établissements

scolaires. Le ministre a insisté sur la nécessité d'un suivi sur le terrain pour finaliser les travaux restants de ce trimestre et pour la tenue des conseils de classes dans les délais impartis. Il a également souligné que le jeudi 18 décembre 2025 sera désigné comme une journée portes ouvertes pour les parents et les élèves afin de leur permettre de recevoir les bulletins de notes du premier trimestre de l'année scolaire. Remise des bulletins fixée au 18 décembre 2025 par le ministre de l'Éducation Saâdaoui a salué les efforts déployés par les directeurs de



l'éducation durant ce premier trimestre, remerciant à travers eux toute la communauté éducative pour son implication dans les activités annexes. Il a réaffirmé l'impératif de maintenir un suivi rigoureux jusqu'à la fin des examens et

des conseils de classes, et a mis l'accent sur la nécessité d'assurer une discipline totale au sein de tous les établissements scolaires, publics comme privés. Le ministre a par ailleurs souligné l'importance de renforcer la communication au niveau local,

un facteur clé pour augmenter l'efficacité de la performance administrative et améliorer la gestion des établissements. Il a insisté sur le fait que l'instauration d'un climat professionnel basé sur l'estime mutuelle et l'écoute active est un pilier essentiel pour soutenir la stabilité des institutions et rehausser leur qualité. Dans ce contexte, le ministre a rappelé la nécessité de consolider l'encadrement administratif et la communication efficace avec les directeurs d'établissements, en leur fournissant le soutien nécessaire pour qu'ils puissent exercer leur rôle dans les meilleures conditions.

EDUCATION : Le ministère révisé les conditions de recrutement et de promotion des enseignants



Le ministère de l'Éducation nationale a apporté d'importants changements dans la liste des diplômes et des qualifications exigés pour le recrutement et la promotion dans les différents corps du secteur. Publiées dans le numéro 69 du Journal officiel en date du 28 septembre 2025, ces nouvelles dispositions visent à renforcer le niveau pédagogique et à garantir la qualité de l'enseignement dans toutes les étapes scolaires. Pour la première fois, le ministère a décidé que la matière des sciences islamiques soit enseignée exclusivement par des enseignants spécialisés dans cette discipline. Une mesure saluée par les professionnels du secteur. Ils voient que c'est une avancée vers un enseignement plus cohérent et mieux encadré. Les candidats aux postes d'enseignants du primaire (toutes sections confondues) devront désormais être titulaires d'un diplôme de licence, master ou doctorat dans des spécialités précises : Langue et littérature arabes, philosophie, sciences islamiques, psychologie, pédagogie, sociologie, mais aussi dans les domaines scientifiques comme les mathématiques, la physique, la chimie, les sciences naturelles, l'informatique, la géographie,

l'histoire, ou encore l'économie et la gestion. Des critères unifiés pour tous les cycles. Le texte ministériel comprend plusieurs annexes détaillant les diplômes exigés pour chaque matière et chaque grade, aussi bien pour le primaire, le moyen que le secondaire. Au collège, la nouveauté majeure est l'intégration officielle du diplôme en sciences islamiques comme condition obligatoire pour enseigner cette matière. Pour la langue amazighe, les conditions restent inchangées : le candidat doit posséder un diplôme de licence, master ou doctorat en langue et culture amazighes. Concernant la langue française, sont acceptés les diplômés en langue française ou en traduction (vers et depuis le français), à condition que le diplôme soit reconnu par les autorités compétentes. L'éducation physique mieux encadrée. Le ministère a également précisé les diplômes exigés pour enseigner l'éducation physique et sportive. Ces derniers devront être obtenus dans les spécialités suivantes : sciences et techniques des activités physiques et sportives, éducation physique, entraînement sportif ou sociologie du sport, avec un niveau minimum de licence.

Annnonce importante d'Algérie Poste : Nouvelle procédure pour les détenteurs de ces carnets



L'annonce touche des centaines de milliers d'épargnants, Algérie Poste a lancé une opération de remplacement des anciens carnets de dépôt de CNEP-Banque par une carte électronique baptisée CNEP-Poste. Une transition majeure qui redéfinit les habitudes des usagers, et qui soulève plusieurs questions pratiques. Dans un communiqué publié sur Facebook, l'entreprise rassure toutefois, la procédure se fait simplement, directement au bureau de poste où le compte a été ouvert, et les clients continueront à effectuer leurs opérations sans interruption grâce à un document temporaire remis sur place. Remplacement des carnets d'épargne CNEP : comment se déroule la nouvelle procédure ? Algérie Poste indique que chaque titulaire d'un carnet d'épargne doit désormais se présenter au bureau dans lequel il a initialement ouvert son compte. Sur place, l'agent récupère l'ancien carnet et fournit immédiatement un reçu temporaire. Ce document sert de support officiel pour toutes les transactions jusqu'à la réception de la nouvelle carte CNEP-Poste. Le communiqué précise plusieurs points essentiels :

- Le remplacement se fait exclusivement dans le bureau d'origine du compte.
- Le carnet doit être remis pour

lancer la procédure.

- Un reçu temporaire est délivré et reste valable pour toutes les opérations financières.
- Ce reçu inclut aussi le code d'accès à la plateforme numérique ECNEP.

Cette étape marque une évolution importante dans la gestion de l'épargne. En introduisant des services numériques destinés à faciliter les opérations quotidiennes des usagers. Remplacement des carnets d'épargne : une transition vers plus de services numériques. Selon Algérie Poste, le reçu temporaire contient également le mot de passe permettant d'accéder à ECNEP, la plateforme digitale dédiée. Grâce à cet identifiant, les clients pourront consulter leur compte, suivre leurs opérations et profiter de fonctionnalités en ligne qui réduisent les déplacements en bureau de poste. Avec l'arrivée de la carte CNEP-Poste, les détenteurs de comptes bénéficieront d'un support moderne, mieux adapté aux usages actuels et compatible avec les services électroniques proposés par l'institution. Cette opération s'inscrit dans une stratégie plus large de modernisation des outils de gestion de l'épargne. Algérie Poste multiplie en effet les solutions électroniques pour fluidifier les démarches et renforcer la sécurité des opérations. Ainsi, le passage du carnet physique à la carte électronique constitue une étape clé de cette transformation.

Importation de blé : L'Algérie change de cap et se tourne vers ce pays d'Amérique du Nord

L'Algérie poursuit sa quête de diversification de ses approvisionnements en céréales, avec une attention particulière portée au blé dur de qualité supérieure. Cette dynamique s'est illustrée lors d'un séminaire organisé à Alger par Céréals Canada et la Commission canadienne des Grains, où la nouvelle récolte canadienne a été présentée aux acteurs algériens. La délégation canadienne a souligné qu'une production en hausse et une qualité de grain jugée excellente permettront au Canada d'assurer à l'Algérie un approvisionnement stable et fiable, participant ainsi directement à la sécurité alimentaire du pays.

L'événement a également été l'occasion pour l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) et ses partenaires canadiens d'échanger sur les pratiques techniques et la chaîne de valeur des céréales, dans le cadre d'un renforcement de la coopération bilatérale.

Une coopération technique renforcée entre l'OAIC et Céréals Canada

Lors de cette rencontre, les discussions ont porté sur :
• L'échange de connaissances sur la chaîne de valeur du blé.
• Les programmes de formation technique destinés aux opérateurs algériens.
• Le contrôle qualité et la logistique

liés aux céréales importées. Selon le communiqué de l'ambassade du Canada en Algérie, ces échanges ont été « productifs ». Et visent à structurer une coopération technique durable, tout en renforçant l'expertise locale. Cette démarche s'inscrit dans la volonté algérienne de sécuriser ses approvisionnements. Tout en améliorant la maîtrise des processus liés aux céréales.

Importation de blé : Des achats internationaux conséquents pour anticiper la demande en Algérie

Quelques jours avant le séminaire, l'Algérie a finalisé un important achat international de blé tendre. L'OAIC a clôturé un appel d'offres



international le 3 décembre 2025, portant sur un volume estimé entre 810 000 et 900 000 tonnes. Dix sociétés de négoce international ont remporté des lots. Avec des contrats conclus autour de 256 dollars la tonne, coût et fret inclus. Les expéditions sont programmées pour février 2026, en deux tranches, depuis les zones

d'approvisionnement habituelles, principalement européennes. Une partie du blé pourrait également provenir de la mer Noire ou d'Argentine. Offrant à l'Algérie une flexibilité précieuse dans la gestion de ses importations. Cet événement marque un pas supplémentaire dans la diversification des sources d'approvisionnement de l'Algérie et dans la sécurisation de ses stocks de céréales. Grâce à l'implication canadienne, l'Algérie bénéficie d'un fournisseur fiable pour son blé dur. Tout en consolidant ses compétences techniques et son expertise locale, dans un contexte mondial où la disponibilité des céréales reste un enjeu majeur.

Devançant les USA et l'Irak, l'Algérie devient N°1 au monde dans une avancée énergétique majeure

L'Algérie s'invite au premier rang d'un classement rarement associé à la réussite, celui de la réduction du gaz torché. Alors que la planète observe avec inquiétude la remontée du torchage dans plusieurs régions productrices, le dernier rapport de la Banque mondiale place l'Algérie parmi les pays les plus efficaces au monde pour limiter cette pratique. Une dynamique qui ne relève ni du hasard ni d'un simple ajustement technique, mais qui s'inscrit dans une transformation progressive du secteur énergétique national. En 2023 comme en 2024, l'Algérie a enregistré des performances saluées par l'institution financière internationale. Cette évolution intervient dans un contexte économique contrasté. Une croissance hors hydrocarbures solide, une inflation en recul, mais aussi une baisse des exportations d'hydrocarbures, signe de la fragilité persistante d'un modèle encore dépendant du pétrole et du



gaz. Dans ce paysage, les avancées environnementales deviennent un levier stratégique, autant pour préserver les ressources que pour préparer l'économie aux futurs standards internationaux.

Réduction du gaz torché : Des résultats qui propulsent l'Algérie parmi les meilleurs

Le rapport de la Banque mondiale rappelle que le torchage, c'est-à-dire la combustion du gaz naturel associé lorsque celui-ci n'est pas récupéré ou transporté, demeure l'une des principales sources d'émissions dans le secteur pétrolier. À contre-courant des tendances mondiales qui ont vu

les volumes repartir à la hausse en 2023, l'Algérie a réduit le volume de gaz torché de 5%, et l'intensité du torchage de 3%, soit la quantité brûlée par unité de production. L'institution parle d'une « meilleure performance mondiale », allant jusqu'à qualifier l'Algérie de « pays leader mondial » dans ce domaine. Une position qui place le pays devant des géants de la production comme les États-Unis, l'Irak, le Canada ou le Nigeria. Ces progrès ne reposent pas sur un site isolé, mais sur une série d'interventions ciblées. En 2023, plusieurs gisements stratégiques ont bénéficié de nouvelles capacités

de captage et de valorisation du gaz, notamment Tiguentourine, Ohanet ou encore Tin-Fouye-Tabankort. L'année suivante, la tendance s'est consolidée, offrant à l'Algérie la deuxième plus forte réduction mondiale.

Un virage énergétique soutenu par la modernisation de Sonatrach

Derrière ces résultats, une stratégie progressive s'est mise en place depuis 2020. Sonatrach a multiplié les projets de récupération du gaz associé, en particulier à Hassi Messaoud, l'un des plus grands champs du pays. Ces projets offrent plusieurs avantages :
• Récupération d'un gaz utilisable pour l'électricité,
• Possibilité d'injection ou d'exportation,
• Valorisation dans l'industrie pétrochimique,
• Réduction des pertes énergétiques,
• Meilleure performance environnementale. La Banque mondiale rappelle que

l'Algérie a émis, en moyenne, 6,4 tonnes de CO₂ par habitant au cours de la dernière décennie, un niveau supérieur à ses voisins nord-africains. La réduction du torchage s'inscrit donc dans un effort global visant à diminuer l'intensité carbone de l'économie.

Une transition énergétique qui dépasse le secteur pétrolier

Pour l'institution internationale, ces progrès doivent s'intégrer dans une stratégie plus large. Le rapport évoque notamment :
• La réforme des subventions aux carburants,
• La mise en place d'une fiscalité carbone,
• Le développement du solaire et de l'éolien,
• L'émergence d'une filière hydrogène vert. L'Algérie vise une réduction de 7% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, objectif qui pourrait atteindre 22% avec un appui international. Pour le torchage, la cible est de ramener le taux à moins de 1% d'ici 2030.

Ooredoo Algérie lance officiellement la 5G et dévoile ses offres



C'est un tournant décisif pour le paysage numérique national. Après des mois d'attente et de spéculations, la cinquième génération de réseaux mobiles est désormais une réalité opérationnelle en Algérie. Ooredoo Algérie a officiellement donné le coup d'envoi de sa technologie 5G ce jeudi 4 décembre 2025, lors d'une conférence de presse tenue à

son siège à Alger. Une annonce qui ne se limite pas à une simple évolution technique. Elle rebat les cartes du marché; avec une stratégie commerciale offensive. Pas de changement de prix et une accessibilité immédiate.

Une démonstration de force technique après le feu vert de l'ARPCE

L'événement organisé ce matin au siège de l'opérateur n'était pas qu'une simple formalité. Devant un parterre de journalistes et les cadres dirigeants de l'entreprise, Ooredoo a tenu à prouver la robustesse de son infrastructure à travers une démonstration technique en temps réel. Cette première mise en service effective intervient dans un cadre réglementaire fraîchement balisé.

En effet, l'opérateur a agi suite à la notification officielle, le 26 novembre dernier, du nouveau cahier des charges par l'Autorité de Régulation de la Poste et des Communications Electroniques (ARPCE). Ce cahier définit les conditions d'exploitation de ce réseau ultra-rapide. La démonstration d'aujourd'hui vient couronner une série de phases de tests techniques intensifs menés dans la plus grande discrétion ces derniers mois. Selon les données présentées, les essais de performance, de stabilité et de débit ont été concluants. Ils affichent des vitesses de connexion vertigineuses et une latence quasi inexistante. Ces indicateurs confirment que le réseau est non seulement prêt, mais qu'il s'aligne

sur les standards internationaux les plus drastiques. Pour Ooredoo, il s'agit de capitaliser sur vingt années d'expertise en Algérie. Le message est clair : l'infrastructure a été modernisée. Les investissements consentis ces dernières années pour renforcer le « backbone » du réseau portent aujourd'hui leurs fruits. Cela permet une transition fluide vers cette nouvelle ère technologique.

« Born for 5G » : Une stratégie commerciale sans surcoût pour l'abonné

C'est sans doute l'information la plus attendue par les consommateurs algériens : combien coûtera la 5G ? Contre toute attente, Ooredoo a choisi de briser les codes habituels des

lancements technologiques. Elle annonce que la 5G sera proposée au même tarif que la 4G. Cette approche, détaillée lors de la présentation du plan marketing, vise une démocratisation accélérée du très haut débit mobile. Sous le slogan évocateur « Born for 5G » (Né pour la 5G), l'opérateur a dévoilé un parcours client simplifié à l'extrême. Concrètement, la transition sera transparente. Les abonnés actuels n'auront pas besoin de changer d'offre ni de carte SIM, puisque l'ensemble des cartes USIM 4G d'Ooredoo sont d'ores et déjà compatibles. Dès qu'un client se trouvera dans une zone couverte, une notification l'invitera à basculer sur le réseau 5G, sans frais supplémentaires.

ANNABA / Amélioration urbaine

Inspection sur le terrain des travaux d'aménagement du carrefour Sidi Ibrahim

S.F
Le Directeur de l'Urbanisme, de l'Architecture et du Bâtiment de la wilaya d'Annaba a effectué, le 09 décembre 2025, une visite de terrain, accompagné du Chef de la daïra d'Annaba, de la directrice des services de l'Irrigation ainsi que de la directrice de l'Agence Nationale pour l'Amélioration Urbaine. Cette sortie avait pour objectif



de suivre de près les travaux de de l'aménagement du carrefour Sidi Ibrahim, un axe stratégique

de circulation dans la ville. Les autorités ont examiné l'avancement des travaux et donné des instructions pour accélérer les interventions, améliorer la sécurité routière et garantir une meilleure fluidité de la circulation. Lors de cette visite, l'accent a été mis sur l'importance de la coordination entre les différents services et organismes impliqués, afin d'assurer la réussite de ce

projet essentiel pour la mobilité urbaine et la qualité de vie des habitants d'Annaba. Le Directeur de l'Urbanisme a insisté sur le respect des normes techniques et environnementales, tout en veillant à ce que les travaux soient réalisés dans les délais impartis. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la wilaya pour moderniser et valoriser les infrastructures urbaines.

ANNABA / El Hadjar

Le Chef de daïra préside une réunion de travail consacrée à l'approvisionnement en eau potable

R.C
En exécution des directives du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, et dans le cadre des réunions relatives à la prise en charge des sollicitations des citoyens, notamment la situation de l'approvisionnement en eau potable dans la commune de Sidi Amar, hier matin, le chef de la daïra d'El Hadjar a tenu une réunion de travail, à laquelle ont assisté des représentants de la gendarmerie nationale d' El Hadjar, de la sûreté urbaine de la commune de Sidi Amar, de l'unité de la protection civile à El Hadjar, du P/APC Sidi Amar, du directeur du logement de la wilaya d'Annaba, de la directrice des ressources en eau de la wilaya d'Annaba, du directeur de l'Entreprise Algérienne des eaux (ADE), du Représentant de la direction de l'OPGI, des Chefs



des services adjoints dans la daïra d'El Hadjar (logement, ressources en eau, aménagement). Services techniques des directions concernées. L'échange des discussions a été axé sur la situation de l'approvisionnement en eau potable dans les zones suivantes :

Le pôle urbain "Amirat El Bahi" "El Gantra" la localité de Hjar Eddis. Lors de cette séance de travail, Il a été convenu de mettre en place un programme de distribution hebdomadaire fixe de l'eau potable pour : Le pôle urbain Amirat El Bahi El Qantara - La région de Hajar Djijs



assurant ainsi une plus grande stabilité dans l'approvisionnement et une meilleure disponibilité pour les citoyens. De renforcer certaines zones à faible pression avec des projets de raccordement, en coordination avec la direction des ressources en eau de la wilaya

d'Annaba, afin d'améliorer partiellement la situation actuelle de l'approvisionnement jusqu'à l'achèvement du projet du réservoir d'Aïn Djebara, réalisé par la Direction de l'urbanisme de la wilaya d'Annaba, qui soutiendra le processus d'approvisionnement quotidien.

ANNABA / El Bouni

Le chef de daïra préside une réunion consacrée à l'étude de la situation des 300 logements publics locatifs

R.C
Hier, mercredi 10 décembre 2025 , s'est tenue au siège de la daïra d'El Bouni une réunion de travail présidée par le chef de daïra, Kouchit Abdelkrim, consacrée à l'étude de la situation des 300 logements publics locatifs implantés dans la cité de Sidi Salem. Cette réunion a eu lieu en présence du secrétaire général de la circonscription d'El Bouni, d'un représentant de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI), d'un représentant du Centre de Diagnostic et d'Expertise CTC – CDE, de la représentante de la direction du Logement ainsi que des chefs de services.



ANNABA : Direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction
Visite du siège de la Direction régionale du budget en cours de réalisation

S.F
Le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya d'Annaba a effectué, avant-hier, le 08 décembre 2025, une sortie de terrain au niveau du projet de réalisation du siège de la Direction régionale du budget, accompagné de logements de fonction. Lors de cette visite d'inspection, le responsable a pris connaissance de l'état d'avancement des travaux et a insisté auprès de l'entreprise chargée de la réalisation sur la nécessité d'accélérer le rythme du chantier, tout en veillant strictement au respect des normes de qualité de réalisation. L'objectif fixé est de permettre la livraison du projet avant la fin de l'année, conformément aux engagements pris, afin d'assurer une mise en service dans les meilleurs délais. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets publics, visant à garantir le respect des délais et la qualité des infrastructures réalisées au niveau de la wilaya d'Annaba.

ANNABA / DIRECTION DU LOGEMENT
Tenue d'une réunion de travail et de coordination du secteur



R.C
Conformément aux instructions de monsieur le Ministre du Logement, de l'Urbanisme et de la Ville et de l'Aménagement du Territoire, insistant sur la nécessité de tenir des réunions de coordination régulières chaque mois pour le secteur, une réunion de travail de coordination régulière s'est tenue avant-hier en matinée au siège de la direction du Logement de la Wilaya d'Annaba, sous la supervision du Directeur du logement de la wilaya, à l'effet d'étudier et d'évaluer la situation des programmes de logement sous différentes

formules. Ont participé à cette séance de travail, le Directeur-délégué du Logement, de l'Urbanisme et des Équipements Publics, la représentante du Directeur de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, le représentant de l'Autorité Nationale de Contrôle Technique de la Construction (CTC), le représentant du Bureau de Promotion et de Gestion Immobilière, directeur des Projets et le représentant de l'Agence AADL, le représentant de la direction des équipements publics, le représentant du Fonds de Garantie et de Caution Mutuelle en Promotion Immobilière ainsi que des cadres de la Direction.

ANNABA / SERAIDI
Le P/APC s'enquiert de la situation du parc municipal



RC
Le président du conseil communal de Seraidi, Rachedi Ali, a effectué, hier, une visite sur le terrain au parc municipal, qui souffrait auparavant d'une situation catastrophique, ne répondant pas aux conditions minimales de travail. Lors de l'inspection, le P/APC a vérifié le rythme d'avancement des travaux et a émis des instructions strictes à l'entreprise chargée des travaux pour accélérer la mise en œuvre du projet, tout en respectant pleinement les normes de qualité et les conditions de travail et de sécurité. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour améliorer les conditions de travail au sein de l'administration municipale et offrir un environnement professionnel adéquat aux travailleurs.

ANNABA / EL BOUNI
Réception hebdomadaire dédiée à l'accueil des activités citoyennes

RC
Dans le cadre de la réception hebdomadaire dédiée à l'accueil des activités citoyennes, l'adjoint en charge des finances, de l'économie et de l'investissement, Blida Mohsen, a animé, hier, une séance d'écoute citoyenne au siège de la commune. Au cours de la session, un certain nombre de citoyens ont été reçus lesquels ont présenté des doléances et des observations concernant divers secteurs de services tels que le nettoyage, l'entretien urbain, les infrastructures ainsi que le dossier. Logement. M.Blida Mohsen a assuré les citoyens que leurs demandes seront traitées selon les cas évoqués, tout en veillant à ce qu'elles soient transmises aux services concernés pour traitement en application des textes légaux. Il a été souligné l'importance de ces réunions directes pour évaluer les besoins des citoyens et améliorer la qualité des services publics. La séance s'est déroulée en toute franchise selon les procédures habituelles, dans le cadre du suivi et de la prise en charge des préoccupations des citoyens.



ANNABA :

La sûreté de wilaya saisit environ 4 kg de cannabis

R.C

L’équipe de recherche et d’intervention de la sûreté de la wilaya d’Annaba a saisi plus de 4 kg de drogues.

Les unités opérationnelles spécialisées de la sécurité nationale poursuivent avec

la même détermination leurs efforts pour éradiquer le fléau des drogues. En effet, l’équipe de recherche et d’intervention de la sûreté de la wilaya d’Annaba a réussi, au cours de la semaine dernière, à démanteler un revendeur de drogues, saisissant plus de 4 kg de cannabis.

Les circonstances de l’affaire

résultent à des informations indiquant une activité d’une personne impliquée dans la vente de stupéfiants à travers plusieurs cités. À la suite de cela, l’équipe a élaboré un plan minutieux, permettant d’identifier le suspect et de l’arrêter. Il s’agit d’un individu âgé de 38 ans, avec la saisie de

plus de 4 kg de cannabis, d’une voiture utilisée pour le transport de drogues et d’une somme d’argent provenant des revenus de la vente.

Après avoir accompli toutes les procédures légales nécessaires, le suspect a été présenté, avant-hier, devant le procureur de la république près le tribunal de

El-Hadjar, dans le cadre d’une affaire de crime relatif à la vente, à la mise en vente, à l’obtention, à la possession, à l’exposition et à l’achat dans le but de vendre, ainsi qu’au transport et au stockage de drogues dans le cadre d’un groupe criminel organisé, et pour le délit d’importation illégale de drogues.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :

Une formation sur l’extinction des incendies au profit du personnel d’un établissement scolaire

S.F

Dans le cadre des actions de sensibilisation et de prévention, une formation à la fois théorique et pratique portant sur les techniques d’extinction des incendies à l’aide de différents types d’extincteurs, a été organisée au profit des employés du CEM “Hassiba Ben Bouali”, dans la commune de Chorfa.

Cette session a été encadrée par les éléments de la protection civile d’Annaba, dans le but de renforcer les capacités des participants et de leur permettre d’acquérir les gestes essentiels pour faire face efficacement aux situations d’urgence, notamment en milieu scolaire.

La formation a permis aux bénéficiaires de mieux assimiler les principes de base de la lutte contre l’incendie, les mesures

de sécurité à respecter et de s’exercer à l’utilisation des moyens d’extinction dans des conditions réelles.

Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par la protection civile en matière de prévention, en coordination avec les établissements éducatifs, afin d’assurer un environnement scolaire plus sûr pour l’ensemble de la communauté éducative.



ANNABA :

Poursuite des opérations de lutte contre le commerce informel et le squat des trottoirs

S.F

En exécution des instructions du wali, les opérations de terrain visant à éradiquer le commerce informel et à libérer les trottoirs se poursuivent à travers les communes d’Annaba, d’El Bouni et Sidi Amar, avec la

mobilisation des différents services communaux, des forces de sécurité et de la direction du commerce.

Les actions engagées ont permis l’enregistrement de 471 interventions, l’enlèvement de 23 kiosques illicites et la suppression de 95 extensions

anarchiques, en plus de l’élimination des regroupements de vendeurs informels et du nettoyage des sites concernés.

Ces opérations s’inscrivent dans une démarche visant à améliorer le cadre urbain, à rétablir l’harmonie dans l’environnement urbain et à mettre un terme aux

atteintes portées au domaine public. Les autorités locales ont affirmé que ces interventions se poursuivront de manière continue, dans le but de garantir le respect de la réglementation et d’assurer un espace public organisé, propre et sécurisé pour les citoyens.



ANNABA / D.E.P :

Ouverture d’un concours de recrutement sur titre pour le poste de TS dans le domaine de l’habitat et de l’urbanisme

S.F

La Direction des Équipements Publics (DEP) de la wilaya d’Annaba a annoncé, lundi passé, l’ouverture d’un concours de recrutement sur titre pour le poste de technicien supérieur dans le domaine de l’habitat et de l’urbanisme.

Selon la même source, cette opération vise à pourvoir six (06) postes budgétaires afin de renforcer les effectifs techniques de la direction, dans le cadre de la modernisation de la gestion des projets liés au logement et aux infrastructures publiques.

Le concours est ouvert aux candidats titulaires d’un diplôme de technicien supérieur ou

d’un diplôme équivalent, dans plusieurs spécialités techniques, notamment : Les constructions métalliques, les travaux publics, les réseaux divers, l’aménagement urbain, les études universitaires appliquées, l’ingénierie architecturale, l’architecture d’intérieur, la réhabilitation et la rénovation des bâtiments, la topographie,

ainsi que la conception des structures dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Les intéressés sont invités à déposer leurs dossiers auprès de la Direction des Équipements Publics d’Annaba dans les délais réglementaires. Les conditions de participation, ainsi que la liste des documents requis, devront être conformes

à la réglementation en vigueur relative aux concours de la fonction publique.

Ce recrutement s’inscrit dans la politique de renforcement des compétences techniques locales, visant à améliorer la prise en charge des projets de logement et d’équipements publics au niveau de la wilaya.

ANNABA / EL HADJAR :

Journées portes ouvertes à l’occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida

S.F

À l’occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée le 1er décembre de

chaque année, l’Etablissement public hospitalier d’El Hadjar a organisé des portes ouvertes de sensibilisation, sous la supervision de la directrice de l’établissement.

Cette initiative, pilotée par le service de prévention et d’épidémiologie, avait pour objectif d’informer le public sur la gravité de cette maladie, ses modes de transmission ainsi

que les moyens de prévention à adopter pour s’en protéger.

À travers cette action, les organisateurs ont mis l’accent sur l’importance du dépistage précoce, de la prévention

et de la responsabilisation individuelle et collective face à cette pathologie, afin de limiter sa propagation et de préserver la santé publique.

Cette manifestation s’inscrit dans le cadre des efforts continus des services de santé en matière de sensibilisation et de lutte contre les maladies transmissibles, en vue de renforcer la culture sanitaire au sein de la société.

L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair se serait retiré du « Comité de la paix » à Gaza

Vers la fin du feuilleton Tony Blair ? L'ancien Premier ministre britannique ne devrait finalement pas occuper de poste clé au sein du « Comité de la paix » de Donald Trump pour Gaza, selon les informations du Financial Times ce lundi. Des pays arabes ont, selon le quotidien britannique, protesté contre l'implication de l'ancien dirigeant travailliste de 72 ans dans l'instance en charge de superviser le gouvernement transitoire du territoire palestinien prévu par Washington.



« Mettre fin » à la guerre occupés, était elle aussi Francesca Albanese, rapporteuse des Nations unies pour la situation des droits humains dans les territoires palestiniens

rencontrer à La Haye ? », avait-elle écrit sur X, en référence à la Cour pénale internationale. L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair avait salué le plan « audacieux et intelligent » du président américain au moment de son annonce. Ce plan « nous offre la meilleure chance de mettre fin à deux années de guerre », affirmait-il, remerciant Donald Trump pour son « leadership et sa détermination ». « Gaza sera gouverné en vertu de l'autorité transitoire temporaire

d'un comité palestinien technocratique et apolitique », disait le plan pour Gaza du président américain. Il « sera composé de Palestiniens qualifiés et d'experts internationaux, sous la supervision et le contrôle d'un nouvel organe international de transition, le Comité de la paix, qui sera dirigé et présidé par le Président Donald Trump, avec d'autres membres et chefs d'État qui seront annoncés, dont l'ancien Premier ministre Tony Blair », pouvait-on aussi lire.

GUERRE EN UKRAINE :

Zelensky, inflexible sur « les territoires », revigoré par sa rencontre avec les Européens

Les alliés européens ont affiché lundi à Londres leur solidarité avec Volodymyr Zelensky, qui a souligné n'avoir « aucun droit » de céder à la Russie les territoires réclamés par Moscou. Les dirigeants français, allemand et britannique se sont réunis un peu moins de deux heures autour du président ukrainien, auquel le président Donald Trump avait reproché la veille de « ne pas avoir lu » les dernières propositions américaines. Le chancelier allemand Friedrich Merz s'est dit lors de la réunion « sceptique » sur « certains détails que nous voyons dans les documents provenant des États-Unis ». Il n'a pas précisé à quels documents il faisait référence. Juste avant ces discussions à Londres, un haut responsable au fait des dernières négociations avait indiqué que la question territoriale restait la plus « problématique ». La Russie, qui contrôle plus de 80 % du Donbass, veut obtenir l'ensemble de ce territoire, une exigence maintes fois rejetée par Kiev. « Envisageons-nous

de céder des territoires ? Nous n'avons aucun droit légal de le faire, en vertu de la loi ukrainienne, de notre Constitution, et du droit international. Et nous n'avons aucun droit moral non plus », a déclaré le président ukrainien lors d'une conférence de presse en ligne à l'issue de la rencontre de Londres. Volodymyr Zelensky, qui doit rencontrer la Première ministre italienne Giorgia Meloni à Rome ce mardi, s'est également entretenu dans la soirée à Bruxelles avec le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, et la cheffe de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. « L'Union européenne reste inflexible dans son soutien à l'Ukraine », a assuré cette dernière sur X, martelant que « la sécurité de l'Ukraine doit être garantie à long terme comme première ligne de défense de l'Union ». La réparation pour l'Ukraine Parmi les autres sujets prioritaires pour l'Ukraine figure la question des « réparations » des dommages de guerre, a rappelé Zelensky sur X après ces entretiens. Un

responsable britannique avait confié lundi « espérer voir prochainement des avancées » concernant l'utilisation des avoirs russes gelés en Europe pour financer l'Ukraine. L'UE espère arriver à un accord au prochain sommet européen des 18-19 décembre. Depuis la présentation d'un plan américain il y a bientôt trois semaines, perçu comme très favorable à la Russie, les puissances européennes alliées de Kiev tentent de faire entendre leur voix et de tempérer celui-ci. La réunion de Londres a permis « de poursuivre le travail commun sur le plan américain » de paix sur l'Ukraine, « en vue de le compléter avec les contributions européennes, en étroite coordination » avec Kiev, a déclaré la présidence française à l'issue de la rencontre. Avant ce sommet, le dirigeant britannique Keir Starmer avait assuré qu'il ne « mettrait pas la pression sur le président » Zelensky pour accepter les propositions américaines. « Le plus important est d'arriver à une cessation des hostilités » et qu'elle soit « juste et durable »,



avait-il indiqué sur ITV news. Après une réunion entre Ukrainiens, Américains et Européens à Genève fin novembre, les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner ont été reçus la semaine dernière par le président russe Vladimir Poutine. Le Kremlin, à l'aise dans le jeu de dupes, a évoqué certaines avancées, même s'il reste « beaucoup de travail ». Interrogé dimanche lors d'une soirée de gala à Washington, le président

des États-Unis, qui souffle le chaud et froid avec Volodymyr Zelensky, a une nouvelle fois critiqué son homologue ukrainien. « Nous avons donc parlé au président Poutine, nous avons parlé aux dirigeants ukrainiens, notamment le président Zelensky, et je dois dire que je suis un peu déçu que le président Zelensky n'ait pas encore lu la proposition », a tancé Trump, accusé depuis de nombreuses années d'être très, voire trop, proche de Moscou.

L'UE lance une initiative audacieuse, provoquant la colère et des menaces de guerre d'un allié russe

Qu'est-ce qui a déclenché la colère de Dmitri Medvedev cette fois-ci

Le 04 décembre, l'ancien président russe Dmitri Medvedev a lancé un avertissement sans détour à l'Union européenne après que le bloc économique et politique a révélé un nouveau plan visant à réaffecter des milliards de dollars de fonds russes gelés pour aider l'Ukraine.

Medvedev, qui a été l'un des faucons de guerre les plus virulents du Kremlin ces dernières années, et qui a proféré des menaces allant de la guerre nucléaire contre les ennemis de la Russie à des représailles pour toute aide apportée à l'Ukraine, a récemment lancé une nouvelle menace de guerre à l'Union européenne (UE).

Medvedev a menacé de faire la guerre à propos d'un nouveau plan de l'UE

Les propos de l'ancien président russe ont été publiés sur ses réseaux sociaux et visaient les projets de l'Union européenne d'utiliser des centaines de milliards de dollars d'actifs russes pour garantir un prêt à l'Ukraine destiné à financer sa défense.

Le plan de l'Europe pour verser des réparations de guerre à Kyiv

Medvedev a suggéré que si l'Union européenne décidait d'utiliser les avoirs russes gelés pour le nouveau plan de prêt de réparations proposé par le bloc politique à l'Ukraine, cet acte constituerait une justification suffisante pour



que Moscou entre en guerre contre l'UE.

Un nouveau type d'action qui entraînerait la guerre

« Si l'Union européenne, dans sa folie, tente de voler les avoirs russes gelés en Belgique en accordant un soi-disant prêt de réparations, de telles actions pourraient être qualifiées en droit international de casus belli particulier, avec toutes les conséquences que cela entraînerait pour Bruxelles et les pays membres de l'UE », a écrit Medvedev, selon United24.

Récupérer l'argent de la Russie par la force©The Daily Digest

« Et alors, la restitution de ces fonds pourrait ne pas se faire par voie judiciaire, mais par le biais de véritables réparations versées en nature par les ennemis vaincus de la Russie », a poursuivi Medvedev. Cette menace faisait suite aux récents progrès réalisés dans le débat sur l'utilisation des fonds russes gelés au sein de l'UE pour aider l'Ukraine. Quelles seraient les conséquences du plan de partage pour l'Ukraine ?

United24 a indiqué que, selon le projet de loi, Kyiv ne serait tenu de rembourser le prêt à recours limité qu'après que l'Ukraine aurait reçu des réparations de la Russie. L'Ukraine pourrait également utiliser les liquidités générées par le gel des avoirs russes en question.

Cet argent serait d'une grande aide pour l'Ukraine

Selon le journal The Independent, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré que le plan de prêt de l'UE couvrirait les deux tiers des besoins de l'Ukraine pour financer et soutenir son conflit en cours avec la Russie.

Vladimir Poutine ne comprend que la pression

« Puisque la pression est le seul langage auquel le Kremlin réagit, nous pouvons aussi l'intensifier », a expliqué Ursula von der Leyen dans un communiqué. « Nous devons faire grimper le coût de la guerre pour contrer l'agression de Vladimir Poutine, et la proposition d'aujourd'hui nous en donne les moyens. »

Cependant, ce plan de prêt ne fait pas l'unanimité.

Les inquiétudes concernant cette initiative en Europe©The Daily Digest

Euroclear aurait exprimé des inquiétudes quant à la légalité du nouveau plan de prêt de l'Union européenne. Un haut responsable belge a déclaré que son pays « ne peut accepter de devoir supporter seul les risques d'une telle opération ».

Une grande quantité d'innovations juridiques

©The Daily Digest

« La proposition, en l'état, semble comporter de nombreuses innovations juridiques », a expliqué un porte-parole d'Euroclear à Euronews au sujet du nouveau plan de prêt. « Ces innovations soulèvent de nombreuses questions. Nous avons l'impression que le dispositif est actuellement très fragile. » Ce plan pourrait avoir des conséquences considérables©The Daily Digest

Le porte-parole d'Euroclear a ajouté que si la société financière soutenait « l'objectif de soutenir l'Ukraine », le plan de prêt de réparation de l'Union européenne « pourrait comporter des risques juridiques, financiers et de réputation considérables pour Euroclear, la Belgique, l'Union européenne et ses marchés.

Moscou n'est pas franchement enthousiaste au sujet du plan de prêt de l'UE

Outre les menaces de Medvedev, Moscou a également fait savoir qu'elle

était mécontente du plan concernant ses avoirs gelés au sein de l'Union européenne. Selon The Independent, Moscou a indiqué qu'elle considérerait la réquisition de ses fonds comme un vol.

L'Union européenne ne considère pas son plan comme un larcin

L'Union européenne a réfuté l'accusation de vol en soulignant que le plan prévoyait uniquement un prêt des actifs à l'Ukraine, et non leur cession pure et simple. Kyiv sera tenue de rembourser ce prêt si la Russie verse des réparations de guerre à l'Ukraine.

Washington est également opposé au plan de l'UE©The Daily Digest

Outre les préoccupations en Europe et en Russie, Washington s'opposait également, semble-t-il, au plan de prêt de l'UE au titre des réparations. Bloomberg a rapporté que, selon des responsables européens anonymes, les États-Unis faisaient pression sur plusieurs pays européens pour bloquer ce plan.

Les fonds gelés sont nécessaires pour garantir la paix

La position de Washington est que les fonds gelés sont nécessaires pour contribuer à instaurer la paix entre la Russie et l'Ukraine et qu'ils ne doivent pas servir à prolonger les combats. Cependant, le sort des fonds russes gelés demeure incertain.

BÉNIN :

Le Nigéria justifie un atterrissage « en urgence » dans l'espace de l'AES

Le Nigeria a réagi aux accusations de violation de l'espace aérien formulées par le Mali et l'Alliance des États du Sahel après l'atterrissage d'urgence d'un avion militaire nigérian lundi à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso.

L'armée de l'air nigériane a confirmé que son appareil, à destination du Portugal, avait dû se poser en urgence pour des raisons techniques. Deux membres d'équipage et neuf passagers se trouvaient à bord. Selon Ehimen Ejodame, porte-parole de l'armée de l'air nigériane, l'atterrissage s'est déroulé « conformément

aux normes de sécurité et aux procédures internationales », et l'équipage est sain et sauf.

L'Alliance des États du Sahel, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali et le Niger, avait qualifié l'incident de violation de l'espace aérien et placé ses défenses aériennes en alerte maximale, autorisant la neutralisation de tout aéronef non autorisé. Le général malien Assimi Goita a également dénoncé l'atterrissage comme un acte illégal.

Le Nigeria a précisé que l'opération était strictement liée à une urgence en vol et non à un acte militaire ou politique. Le

pays rappelle qu'il a récemment mené des opérations au Bénin pour aider à déjouer un coup d'État de courte durée et que l'atterrissage au Burkina Faso n'avait aucune visée offensive.

Cet incident survient dans un contexte de tensions régionales. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger, membres de l'Alliance du Sahel après leur retrait de la CEDEAO, ont exprimé des critiques à l'égard du Nigeria et du bloc ouest-africain, l'accusant d'actions contraires aux intérêts de leurs populations.



Algérie / CAN 2025 : Quatre nouveaux joueurs s'invitent dans la liste de Petkovic

À quelques heures de l'annonce de la liste de Vladimir Petkovic pour la CAN 2025, le suspense reste entier. Le sélectionneur national a jusqu'à demain minuit pour transmettre à la CAF le groupe qui s'envolera pour Rabat, le 19 du mois. Et pour l'heure, rien ne semble encore totalement tranché. L'instance africaine a d'ailleurs offert un léger bol d'air aux sélectionneurs sous la forme de quatre joueurs supplémentaires qui pourront être ajoutés à la liste finale : vingt-sept noms au lieu de vingt-trois, à condition que les fédérations prennent en charge les surcoûts de la prise

en charge. Une ouverture qui élargit le champ des possibles et relance inéluctablement des candidatures qu'on croyait hors jeu. Petkovic, fidèle à sa ligne depuis son arrivée, ne ferme aucune porte. Le technicien bosnien envisage même de puiser dans le groupe A' de Madjid Bougherra, une option discutée entre les deux hommes avant la Coupe Arabe FIFA Qatar 2025. Selon nos informations, au moins quatre joueurs ont retenu l'attention du sélectionneur. Tous ont brillé lors du premier tour de la Coupe Arabe et leur apparition dans la pré-liste serait, en somme, la continuité logique

de leurs performances. Il s'agit d'Abada, défenseur central de l'ASO Chlef, qui réalise un tournoi solide, de Victor Lekhal, véritable stabilisateur du jeu de l'EN A', et enfin du duo Boulibina-Berkane, dont le talent et la marge de progression confortent le projet de deux attaquants d'avenir. Mais leur présence dans la liste élargie ne constitue en rien une garantie. Petkovic s'appuie sur une batterie de critères, pas seulement techniques, et le dernier filtrage s'annonce serré. D'autant que la situation sportive n'est pas le seul critère qui rebat les cartes. Si l'EN A' poursuit son parcours



jusqu'au bout en Coupe Arabe, il sera difficile pour ces joueurs d'enchaîner deux compétitions majeures à quarante-huit heures d'intervalle. Et la CAN exige un état de fraîcheur irréprochable.

À l'heure qu'il est, tenter de deviner les choix du sélectionneur revient donc à s'avancer sur un terrain mouvant. Petkovic garde ses options ouvertes.

Attaqué sur sa forme avant la CAN, Mahrez réplique : « Soyez sérieux »



La séance d'entraînement effectuée mercredi par les joueurs d'Al Ahli a été marquée par des tests physiques particulièrement exigeants, au point que Riyad Mahrez est apparu totalement épuisé, restant un moment au sol pour récupérer. Une vidéo largement relayée sur les réseaux sociaux montre en effet le capitaine de l'équipe nationale au bout de son effort après un exercice dont la nature précise n'a pas été révélée. On entend également, en arrière-plan, le speaker du centre d'entraînement prononcer un "13,4", ce qui a immédiatement suscité des interprétations.

Mahrez accusé à tort
Sur internet, certains ont

rapidement conclu qu'il s'agissait d'un test VMA — un exercice destiné à mesurer la vitesse maximale aérobie — et ont insinué que Mahrez l'aurait échoué. Comme l'ailier algérien est en pleine préparation pour la Coupe d'Afrique des Nations au Maroc, plusieurs se sont empressés de critiquer sa supposée méforme, estimant qu'il ne serait pas prêt physiquement pour la compétition. Face à la montée des commentaires, la page SPL sur X a tenu à clarifier : « Je lis des trucs depuis hier le "13,4" du speaker, je pense que c'est surtout le palier auquel se trouve Merih Demiral (derrière). Il venait de commencer son test,

donc c'est surtout lui. » Cette mise au point a été confirmée et amplifiée par Mahrez lui-même, qui n'a pas hésité à répondre avec humour tout en remettant les choses au clair : « Merci lol c'était même pas un test de VMA hier simplement un test physique (et accessoirement 13.4 c'est même pas la VMA d'un enfant) je veux bien avoir vieilli mais soyez sérieux les experts de Twitter. » En attendant le début du rassemblement de l'équipe nationale avant la CAN, Mahrez poursuit son travail avec intensité. Malgré les critiques injustifiées circulant en ligne, il reste déterminé à répondre présent et à assumer pleinement son rôle dans l'effectif algérien.

1^{er} anniversaire du décès de Khalef Mehieddine : La JSK honore sa légende

La JS Kabylie a commémoré, ce jour, le premier anniversaire du décès de feu Khalef Mehieddine, figure emblématique du football national et entraîneur le plus titré de l'histoire du football algérien, à travers un vibrant hommage saluant le parcours exceptionnel d'un homme qui a marqué durablement la JSK et la sélection nationale. Dans un communiqué publié ce mercredi à cette occasion, le club kabyle a évoqué avec émotion la mémoire d'un «guide, bâtisseur et père spirituel» pour des générations de joueurs, rappelant que Khalef Mehieddine n'était pas seulement un technicien de haut niveau, mais un homme de principes, de valeurs et de transmission. La JS Kabylie a souligné l'apport immense du défunt

à l'édification de l'identité sportive du club, affirmant que sous sa direction, la JSK est devenue une véritable école d'excellence, où rigueur, discipline, courage et solidarité constituaient les fondements du projet sportif. Le club estime que chaque victoire, chaque progression du jeune joueur et chaque trophée portent encore l'empreinte de sa vision et de sa sagesse. Le communiqué rappelle également le rôle déterminant de Khalef Mehieddine dans l'épopée de l'équipe nationale, notamment lors du Mondial 1982, événement historique qui a contribué à forger la réputation du football algérien sur la scène internationale et à éveiller la fierté de toute une nation. Un an après sa disparition, la JSK affirme que la douleur

reste vive, mais qu'elle s'accompagne désormais d'une immense fierté pour l'héritage laissé par cet homme d'exception. Son influence demeure, selon le club, dans le cœur de ses anciens joueurs, dans les vestiaires et dans les rêves de chaque jeune footballeur aspirant à porter un jour les couleurs de la JSK ou de l'équipe nationale. S'adressant aux joueurs actuels, le président du Conseil d'administration, El Hadi Ould Ali, a exhorté les sportifs à s'inspirer des valeurs incarnées par feu Khalef Mehieddine : la discipline, le travail, l'humilité, le sens du sacrifice et le respect du maillot, rappelant que «le talent seul ne suffit pas pour bâtir de grandes équipes». «Repose en paix, Si Khalef. Ton nom ne s'éteindra jamais», conclut le communiqué.



Liverpool envoie un signal énigmatique à Mohamed Salah



Au lendemain de la victoire arrachée à Milan en Ligue des champions, l'absence de Mohamed Salah continue de faire vaciller Liverpool. Entre polémique grandissante, mise au point du joueur et messages fermes venus du vestiaire comme du banc, les Reds doivent gérer une crise qui dépasse désormais le simple cadre sportif.

Au lendemain de la précieuse victoire de Liverpool sur la pelouse de l'Inter Milan en Ligue des Champions (0-1), un nom continue pourtant de dominer l'actualité du club : celui de Mohamed Salah. L'Égyptien, écarté du groupe pour ce déplacement à Giuseppe Meazza, reste au cœur d'une polémique qui agite à la fois Liverpool et son pays. Son absence n'est pas liée à une blessure, mais bien aux tensions provoquées par ses récentes déclarations, jugées incompatibles avec le

fonctionnement interne fixé par Arne Slot. Le technicien néerlandais, jusque-là silencieux, avait évoqué une « conséquence directe » du comportement de l'attaquant, confirmant que la mise à l'écart n'était pas anodine. Un épisode lourd, donc, d'autant plus que Salah est habituellement l'homme des grands rendez-vous européens.

«Je fais la part des choses. C'était vraiment dur pour les joueurs d'encaisser ce but à la dernière minute à Leeds. On n'avait quasiment pas concédé d'occasions, et c'était très difficile à encaisser. C'était déjà un moment fort en émotions, et ce qui s'est passé ensuite l'était tout autant. Treize joueurs ayant une expérience en Premier League ou en Ligue des Champions étaient disponibles. On encaisse un but, et puis les commentaires fusent. Normalement, cela affecte aussi les joueurs, car il a une influence considérable

sur le club et sur l'équipe, donc ce n'est jamais agréable quand quelque chose arrive à ses coéquipiers. Il faudrait parler de ce que nous avons accompli ici. Je comprends parfaitement que vendredi, lors de la conférence de presse, toutes les questions porteront sur Mo», a détaillé Arne Slot en conférence de presse. Une sortie qui a fait réagir le vestiaire et poussé plusieurs cadres à rompre le silence après la victoire à Milan.

La puissante sortie du capitaine Comme Arne Slot, Virgil van Dijk a livré un message clair, presque adressé à l'unisson à l'ancienne icône offensive des Reds, à savoir l'autorité du groupe et du coach n'est pas négociable, même pour une légende du club : «ça ne change rien. Il y a évidemment beaucoup de bruit venant du monde extérieur, ce qui est normal quand on n'est pas performant. Ça ne sert à rien que je dise si

quelqu'un a déçu quelqu'un d'autre. Il n'a pas voyagé en fonction des conséquences de ses propos. C'est tout. Il s'est entraîné hier sans problème. On verra vendredi à notre retour pour évaluer la situation. Je me concentre sur l'équipe et, pour l'instant, Mo en fait toujours partie. On verra bien. C'est difficile, mais c'est une situation difficile pour nous tous. Évidemment, il se passe des choses entre Mo et le club. Il y a des conséquences : il n'est pas là aujourd'hui pour nous aider à prendre les trois points. C'est la réalité, mais je ne pense pas que cela change quoi que ce soit à notre concentration, à notre détermination à obtenir des résultats pour le club.»

Le succès en Italie a permis de reprendre un peu d'air sportivement, mais en interne, l'affaire Salah reste loin d'être refermée : «je ne pense pas être la personne la mieux placée

pour dire si quelqu'un doit présenter des excuses. Je crois qu'il a simplement exprimé ses sentiments ces derniers jours, et c'est au club de gérer la situation. La réalité, c'est que Mo part en Afrique ce week-end. C'est un fait. Il y a une urgence. On n'a pas beaucoup de temps. Le truc, c'est que je connais Mo depuis tellement longtemps. On est de bons amis, on a traversé des hauts et des bas ensemble. Il a beaucoup contribué à mes succès au club et à ma carrière de footballeur. J'ai beaucoup contribué aux siens.» Reste désormais à savoir comment Mohamed Salah et le club comptent sortir de cette zone de turbulences. Entre un joueur qui refuse de se sentir mis à l'écart et un entraîneur déterminé à imposer son cadre, Liverpool avance sur une ligne de crête alors que le calendrier s'annonce infernal.



Lunettes connectées de Google Quelles sont les différences qui comptent vraiment avec celles de Meta ?

Lors de sa conférence Google I/O, Google a dévoilé plus de détails sur sa plateforme de réalité mixte Android XR et donné de nouvelles informations sur ses lunettes de réalité augmentée. Meta travaille sur un projet similaire. Quelles en sont les différences ?

La prochaine révolution technologique prendra-t-elle la forme de lunettes de réalité augmentée ? Tout le monde se souvient des Google Glass, sorties il y a 14 ans. Un flop qui a tout de même marqué l'histoire. La nouvelle génération de lunettes de réalité augmentée sera très différente. Meta travaille actuellement sur son projet Orion dévoilé en septembre dernier, tandis que Google prépare, de son côté, quelque chose de similaire. Le mois dernier, la firme a donné un premier aperçu de son prototype de lunettes. Lors de son Keynote de la conférence Google I/O ce mardi, la firme a dévoilé plus d'informations sur les lunettes, ainsi que sur sa plateforme Android XR qui les équipera, développée en collaboration avec Samsung. Ce système sera utilisé aussi bien pour les casques de réalité mixte que pour les lunettes de réalité augmentée.

Des lunettes pilotées grâce à l'intelligence artificielle
Les lunettes, qui n'ont pas encore de nom, seront équipées d'une caméra et de microphones pour permettre à l'intelligence artificielle

Gemini de voir et d'entendre le monde, les lunettes étant entièrement pilotées par IA. Elles seront dotées de haut-parleurs afin d'entendre les réponses de l'IA ou encore d'écouter de la musique ou de passer des appels. Et bien entendu, elles intégreront un affichage dans des lunettes transparentes, avec la possibilité d'y ajouter des verres correcteurs. Mais cet affichage sera optionnel, autrement dit la même plateforme sera utilisée pour de simples lunettes connectées, comme les Ray-Ban de Meta qui sont déjà disponibles. Lors de la présentation, Shahram Izadi, directeur général et vice-président de la division XR, a fait une démonstration en direct avec Nishtha Bhatia, chef de produit. Tout ne s'est pas déroulé comme prévu, les lunettes se ralentissant de plus en plus jusqu'à planter. Mais ils ont pu montrer l'expérience avec de telles lunettes, avec la réception et l'envoi de SMS ou l'identification d'une image. De plus, Gemini a été capable de retrouver un café à partir du logo vu sur un gobelet plus tôt dans la journée, et d'en afficher des images ainsi qu'un itinéraire en 3D. Et ils ont pu échanger en hindi et farsi, avec la traduction en anglais qui s'affiche automatiquement sur les lunettes. Quelles différences avec les lunettes de Meta ? Le principal concurrent aux lunettes de Google sera le projet



Orion de Meta. Visuellement, il n'y a pas grande différence entre les prototypes de Google et Meta. Ce sont des lunettes avec une monture noire épaisse. Toutefois, Google a annoncé un partenariat avec Gentle Monster et Warby Parker afin de concevoir d'autres montures. Côté technique, nous n'avons pas encore d'informations sur l'affichage, mais pour le fonctionnement les deux projets seront très différents. Les casques Meta Quest fonctionnant sur une version modifiée d'Android, il est probable que ce sera le cas pour les lunettes. Reste à voir si les développeurs pourront facilement porter leurs applications entre le système de Meta et Android XR de Google. Et bien sûr, l'intelligence artificielle sera le principal moyen d'interagir avec les lunettes, Meta optant pour Llama, tandis que Google s'appuie sur Gemini. Côté matériel, il s'agit de deux solutions très différentes. Les lu-

nettes de Google seront connectées au smartphone qui assurera toute la puissance de calcul et permettra ainsi un accès direct aux applications mobiles. Celles de Meta s'appuieront sur un boîtier séparé, connecté sans fil. L'accès aux données du smartphone risque donc d'être un peu plus limité. De plus, Google semble avoir réfléchi à une progression plus cohérente entre différents types d'appareils. La firme envisage ainsi quatre types de produits, selon les fonctionnalités demandées : des lunettes connectées (sans affichage), des lunettes de réalité augmentée, un casque de réalité augmentée transparent, et un casque de réalité mixte opaque doté de passthrough. Tous ces appareils utilisant Android XR, cela pourrait faciliter le travail des développeurs. Mais Meta a l'avantage d'avoir un écosystème déjà bien établi avec ses casques Meta Quest.

Samsung repasse sur une puce maison pour ses futurs Z Flip 7 et Z Fold 7

Si vous pensiez que Samsung était définitivement passé sous pavillon Qualcomm, désolé de vous décevoir. La présence d'une puce Snapdragon 8 Elite sur tous les récents smartphones haut de gamme de la marque n'étaient qu'une exception qui vient confirmer la règle : Samsung tient vraiment à insister dans le domaine des SoC. Il y a des « news qui donnent le smile », comme le professe à juste titre le célèbre même francophone. Mais cette actu ne rentre malheureusement pas dans cette catégorie. À l'origine prévu pour équiper les Samsung Galaxy S25, le SoC Exynos 2500 n'a pas pu être terminé à temps. Un léger contretemps duquel le géant du

mobile fait contre mauvaise fortune bon cœur : les Galaxy Z Flip 7 et Fold 7 auront la primeur d'en faire la démonstration. Les grands début de la puce Exynos 2500 Le site spécialisé Sam Mobile l'affirme : Samsung s'apprête à lancer sa nouvelle puce Exynos 2500 cet été. Un nouveau SoC attendu de longue date (l'Exynos 2400 date de début 2024), qui sera le tout premier de la firme à bénéficier de la gravure à 3 nm de Samsung Foundry. Le fondeur réduit ainsi l'écart avec le leader du marché, Qualcomm, dont la Snapdragon 8 Elite 2, attendue à la rentrée prochaine, devrait elle aussi rempiler avec le processus de gravure N3P de



TSMC. De là à imaginer que les deux puces joueront du coude à coude, il n'y a qu'à croiser les doigts ! En effet, si ce genre d'annonce provoque la plupart du temps une grimace, c'est que Samsung a pu décevoir par le passé en divisant

son marché en deux. Longtemps, seule l'Europe et quelques autres pays se voyaient confiés les puces Exynos – alors nettement moins performantes et efficaces que les Snapdragon. Un nom qui évoque donc au pire une punition, au mieux de désagréables souvenirs.

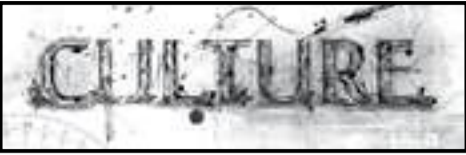
En Bref...

L'application de messagerie Signal annonce avoir mis en place une fonctionnalité visant à empêcher la nouvelle technologie Microsoft Recall d'enregistrer des captures d'écran de ses conversations.

Introduit au mois de juin dernier, puis critiqué, repoussé et finalement ré-introduit en test le mois dernier, Microsoft Recall, intégré à certaines versions de Windows, permet à l'utilisateur de retrouver des informations en prenant régulièrement des captures d'écran de l'activité sur l'ordinateur. Ce mécanisme, bien que pensé pour améliorer la productivité, continue de laisser les utilisateurs perplexes face à la question de la vie privée et sur la gestion des données sensibles.

Signal pourra bloquer les captures de Microsoft Recall
Dans sa phase de test, Microsoft Recall n'est plus activé par défaut et peut facilement être mis en pause par l'utilisateur. Mais puisque l'outil effectue des captures toutes les 5 secondes, comment se comporte-t-il face à des messageries éphémères censées supprimer les messages après un certain temps ?

Face à ce problème, la fondation Signal explique sur son blog avoir introduit une nouvelle option dans sa version Windows baptisée «Sécurité d'écran». Cette dernière permet d'empêcher Microsoft Recall d'effectuer des captures des fenêtres de chat de l'application. Le principe s'apparente à un outil DRM natifs aux OS retournant un écran noir lorsque l'utilisateur tente de capturer une image sur un service de vidéo en streaming. Cette nouvelle option de Signal pourra être désactivée. L'application retournera alors un avertissement pour l'utilisateur.



L'Algérie accède à la vice-présidence du Comité Mondial du Droit d'Auteur

Une reconnaissance de son Leadership en propriété intellectuelle

Sara Boueche

L'Algérie vient de franchir une étape diplomatique majeure dans le domaine de la propriété intellectuelle. Mehdi Dilmi, directeur général adjoint de l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), a été élu vice-président du Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes de l'OMPI pour la période 2026-2027, portant la voix du continent africain dans cette instance stratégique.

L'élection s'est déroulée à l'issue de la 47^e session du Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes (SCCR), qui s'est tenue à Genève, en Suisse. Cette nomination place l'Algérie au sein d'un triumvirat dirigeant également composé de Peter Labody (Hongrie) à la présidence et de Martin Augusto Cortese (Argentine) comme second vice-président.

Le SCCR constitue l'une des instances intergouvernementales centrales de l'Organisation mondiale de la propriété

intellectuelle (OMPI), chargée d'élaborer et de faire évoluer le cadre normatif international régissant les droits d'auteur et les droits connexes. Son rôle revêt une importance particulière à l'ère de la transformation numérique, où les modes de création, de diffusion et de consommation des œuvres culturelles connaissent des mutations profondes et rapides.

Selon le communiqué de l'ONDA, cette élection représente « une reconnaissance internationale du rôle pionnier de l'Algérie dans le soutien du système des droits d'auteur aux niveaux régional et international », ainsi qu'un témoignage de « la contribution technique et professionnelle de l'ONDA au sein de cet espace multilatéral ».

Cette distinction couronne plusieurs années d'engagement actif de l'Algérie dans les débats internationaux sur la propriété intellectuelle et traduit la confiance accordée par le Groupe africain, qui a soutenu la candidature algérienne. L'ONDA a d'ailleurs exprimé sa

gratitude envers cette instance régionale, ainsi qu'envers la mission permanente de l'Algérie à Genève pour son accompagnement stratégique et son soutien constant au renforcement de la présence algérienne au sein des organisations internationales spécialisées.

Dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, Mehdi Dilmi devra « œuvrer au développement des travaux du Comité, à la promotion du dialogue entre les États membres et des consensus nécessaires », afin de faciliter les avancées dans les dossiers complexes liés aux droits d'auteur et aux droits connexes. Cette mission de médiation et de construction de convergences s'avère particulièrement cruciale dans un contexte où les intérêts des États, des créateurs et des industries culturelles ne se recoupent pas toujours spontanément.

La vice-présidence algérienne intervient à un moment charnière où les défis posés par l'intelligence artificielle, les plateformes numériques



et les nouvelles formes de création artistique exigent une actualisation permanente des cadres juridiques internationaux. L'Algérie aura ainsi l'opportunité d'influencer l'élaboration de normes qui affecteront directement l'avenir des industries créatives à l'échelle mondiale.

À l'occasion de cette élection, l'ONDA a réaffirmé « son engagement à œuvrer pour la promotion des industries culturelles et créatives en Algérie, la protection des droits des créateurs, et le renforcement de la coopération africaine et internationale dans ce domaine ».

Cette déclaration inscrit la responsabilité internationale de l'Algérie dans une perspective plus large de développement économique et culturel, reconnaissant le potentiel des industries créatives comme vecteurs de croissance, d'innovation et d'affirmation identitaire. En portant la voix de l'Afrique au sein de cette instance mondiale, l'Algérie se positionne comme un acteur incontournable dans la défense d'un équilibre entre protection des créateurs et accès à la culture, enjeu fondamental pour le développement du continent.

Le Festival Sanaâ ressuscite la tradition andalouse algérienne

après huit ans de silence

Sara Boueche

Après une interruption de huit années, le Festival culturel national de la musique andalouse (Sanaâ) effectue son retour sur la scène culturelle algérienne. Du 11 au 15 décembre, cette 11^e édition marque la résurrection d'un rendez-vous majeur dédié à la préservation d'un patrimoine musical millénaire.

C'est au sein du palais de la Culture Moufdi-Zakaria qu'Ahcen Ghida, commissaire de l'événement, et El-Hadi Boukoura, chef d'orchestre, ont dévoilé les contours de cette édition renaissance lors d'une conférence de presse. Leur ambition affichée : célébrer et transmettre un héritage musical séculaire tout en démocratisant l'accès à cet art raffiné auprès d'un public élargi.

L'architecture du festival traduit cette volonté pédagogique. Chaque journée sera consacrée à une troupe distincte, permettant aux spectateurs d'appréhender



la richesse des écoles et la pluralité des interprétations qui caractérisent la musique andalouse. L'ouverture sera confiée à l'artiste Hamidou, accompagné de l'association « Le bel art », donnant le ton d'une manifestation résolument tournée vers l'excellence artistique.

Cette édition se déroulera sans

dimension concurrentielle. Cette orientation reflète la philosophie des organisateurs, centrée sur la conservation et la transmission plutôt que sur la compétition. « Nous nous concentrons sur le répertoire classique, qui constitue un véritable trésor à protéger », a souligné Ahcen Ghida, précisant que « cette édition vise, avant tout, à

valoriser le travail des artistes et des troupes qui se consacrent à la transmission de ce patrimoine ».

Le commissaire a néanmoins évoqué la possibilité de créer ultérieurement un événement parallèle dédié aux expressions contemporaines et aux innovations au sein de la tradition andalouse, témoignant d'une réflexion sur l'évolution de ce genre musical.

Hommages aux figures tutélaires de la scène andalouse

Le festival rendra hommage à plusieurs personnalités emblématiques qui ont marqué l'histoire de la musique andalouse en Algérie : Farid Khoudja, Nacer Benmrabet et Youcef Ouznaji. Ces reconnaissances officielles, programmées lors des cérémonies d'ouverture et de clôture, célèbrent des artistes dont l'influence transcende les générations et continue d'irriguer la pratique musicale contemporaine.

Le processus de sélection

témoigne de la vitalité du genre : une seule troupe par wilaya a été retenue, incluant des formations issues de Béjaïa et de Jijel. Pour la capitale, seules 13 troupes algéroises ont franchi le filtre d'une présélection particulièrement exigeante, la qualité et le nombre des candidatures ayant nécessité des choix difficiles.

Cette reprise s'accompagne d'ambitions élevées et repose en partie sur la mobilisation du public. Malgré certaines contraintes logistiques, notamment en matière de transport, Ahcen Ghida se montre confiant dans la capacité des amateurs et passionnés à répondre présents. Ce retour tant attendu du Festival Sanaâ constitue bien plus qu'un simple événement culturel : il représente la réaffirmation d'un engagement collectif envers un patrimoine immatériel qui forge l'identité culturelle algérienne et témoigne de la profondeur historique du dialogue méditerranéen.



Trinité-et-Tobago Le steelpan, instrument ancestral en plein renouveau

Presque un siècle après sa création, cet instrument emblématique, né en 1939 dans les rues de l'île, connaît un regain spectaculaire d'intérêt, porté par l'enthousiasme d'une nouvelle génération de musiciens.

À Port of Spain, la capitale de Trinité-et-Tobago, les vibrations métalliques du steelpan résonnent à nouveau avec force. Un instrument né de la résilience. Pour Amrit Samaroo, directeur musical et fils du légendaire compositeur Jit Samaroo, le steelpan porte en lui toute l'histoire du peuple trinitabonien. « Nous avons la chance d'avoir cet instrument né de la rébellion et de la résilience, et qui reflète l'esprit d'un peuple. Des racines africaines à sa reconnaissance mondiale », explique-t-il.

Longtemps associé à une



musique appréciée surtout des générations plus âgées, le steelpan attire désormais de jeunes artistes curieux de découvrir sa sonorité riche et lumineuse.

La résurgence du steelpan s'appuie aussi sur l'innovation. À Panland, l'une des plus

anciennes entreprises de fabrication de steelpans, les progrès technologiques ont révolutionné la production. Autrefois, la fabrication d'un seul instrument pouvait prendre des semaines. Aujourd'hui, grâce à des outils électriques, des logiciels spécialisés et de

nouvelles méthodes de chauffe, un steelpan peut être réalisé en une journée.

Pour Michael Cooper, président de Panland, cette évolution était inévitable. « La technologie, la fabrication et toute l'industrie du steelpan ont aussi suivi leur propre parcours », souligne-t-il. Ces avancées ont permis de rendre l'instrument plus abordable et plus durable, contribuant à son regain de popularité.

Le renouveau du steelpan se manifeste également dans les écoles. À l'Exodus Steel Orchestra, les élèves peuvent commencer à jouer dès l'âge de cinq ans. Jael Grant, 17 ans, pratique cet instrument depuis douze ans. Pour elle, rien ne ressemble à l'expérience du steelpan : « C'est une expérience extraordinaire. Ce n'est pas seulement écouter ou jouer :

on ressent la musique dans son corps », explique-t-elle.

L'importance culturelle du steelpan a été officiellement reconnue par le gouvernement. En 2024, l'instrument a été intégré aux armoiries nationales, remplaçant les trois navires de Christophe Colomb. Et depuis 2025, la Journée mondiale du steelpan est célébrée chaque 11 août, à la suite d'une proclamation des Nations unies.

Entre tradition, innovation et passion, le steelpan continue de forger l'identité musicale de Trinité-et-Tobago. Son renouveau témoigne de la vitalité culturelle de l'île et de la force d'un instrument qui, bien au-delà de ses origines, continue d'inspirer et de rassembler.

Somalie La voix des poètes s'élève pour préserver la culture nationale

Longtemps considérée comme une nation de poètes, la Somalie a vu son riche patrimoine culturel mis à mal par des décennies de conflits.

Malgré cela, certains poètes continuent d'élever la voix, perpétuant un art ancestral qui transcende la simple beauté des mots. Pour eux, la poésie n'est pas seulement un moyen d'expression : elle est un instrument de paix et de cohésion sociale.

« Un point commun à tous les poètes somaliens, qu'ils soient à Jigjiga en Éthiopie ou en Somalie, est leur engagement en faveur de la paix. Ces poètes se consacrent exclusivement à la promotion de la paix et ne s'impliquent pas directement en politique. Leur œuvre met l'accent sur la sécurité, la bonne gouvernance et l'intégration communautaire »,

explique Hirsi Dhuuh Mohamed, poète somalien, à l'Associated Press.

En 2003, sept poètes avaient sillonné la Somalie pour promouvoir la réconciliation. Aujourd'hui, de tels déplacements seraient presque impossibles : le gouvernement fédéral exerce peu d'emprise sur les territoires situés en dehors de Mogadiscio, et au moins deux régions semi-autonomes envisagent la sécession.

« En tant que poètes et chanteurs, nous avons lancé un programme intitulé 'Messagers des arts'. Dans ce cadre, nous nous sommes rendus dans différents districts afin de diffuser des messages de paix. Nous avons ensuite organisé des expositions de théâtre et de poésie à Mogadiscio Greenlight, un lieu qui, autrefois, divisait la ville et constituait une zone

interdite. Lorsque nous y avons installé notre groupe de musique pour promouvoir notre message de paix, nous avons observé un changement remarquable : des personnes, autrefois isolées, ont recommencé à circuler librement », raconte Hirsi Dhuuh Mohamed.

Sous le régime autoritaire de Siad Barre, les poètes jouissaient d'un statut élevé et bénéficiaient du soutien de l'État. Depuis sa chute en 1991, la guerre civile et la montée d'al-Shabab ont relégué la poésie au second plan, tandis que les institutions culturelles, comme le Théâtre et les Musées nationaux, peinent à fonctionner dans un climat sécuritaire strict.

« L'administration actuelle ne traite pas les poètes et les chanteurs avec respect. En revanche, sous le règne de Siad Barre, ancien président



de la Somalie, nous étions traités comme des dignitaires et recevions de l'État tout ce que nous désirions », témoigne Hassan Barre, poète.

Aujourd'hui, sur les traces de Hadraawi, le « Shakespeare somalien » disparu il y a trois

ans, ces poètes poursuivent son œuvre. Ils rappellent que, même au cœur des conflits, la poésie demeure un vecteur de mémoire, de culture et surtout de paix. Dans un pays déchiré par la violence, chaque vers récité est un acte de résistance et un appel à l'unité.

Nadir Ben en concert à Oran le 25 décembre

Le Théâtre Régional d'Oran accueille Nadir Ben le jeudi 25 décembre 2025 à 19h00 pour son dernier spectacle de l'année.

Nadir Ben est un auteur-compositeur-interprète franco-algérien. Il puise son inspiration entre les deux rives de la Méditerranée. Son héritage

arabo-andalou guide sa sensibilité musicale. Il aime aussi le raï oranais et les sonorités gnawa du désert.

Il crée une folk pop moderne, nourrie de traditions et chargée d'émotion. Sa voix chaleureuse porte l'ode des vagues et la mémoire des exils. Son univers mêle douceur, identité et

profondeur.

Nadir Ben sort son premier album Maturity / Al Roshd le 5 septembre 2025. Il dévoile aussi "Majrouh", un single en duo avec Eljoe. Ce titre raconte une romance algérienne et célèbre les cœurs qui cherchent l'amour et la paix.





La gelée royale est-elle efficace pour booster l'immunité ?

Changement de saison, fatigue, stress, pics épidémiques... sont des périodes où nous sommes plus vulnérables aux infections. Booster notre système immunitaire est alors un des leviers dont nous disposons pour mieux résister à tous les virus ambiants. La gelée royale est-elle efficace ? Concentrée de micronutriments et antioxydants, la gelée royale est vantée comme un remède naturel efficace pour booster une immunité en berne et donner de l'énergie. Posologie, durée, contre-indications : Emilie Demoly, micronutritionniste, nous dit ce qu'il faut tout savoir sur la cure de gelée royale.

Qu'est-ce que la gelée royale d'abeille et à quoi sert-elle ?

Aussi appelée « lait d'abeilles », la gelée royale est une substance blanchâtre et crémeuse sécrétée par les abeilles ouvrières pour nourrir exclusivement la reine de la ruche. Sa récolte délicate est réservée aux apiculteurs spécialisés, qui récoltent entre 300 g à 1 kg de gelée par ruche, selon les espèces d'abeilles. Ce nectar fragile est ensuite conditionné immédiatement dans des petits flacons en verre hermétiquement fermés, puis stockés au froid, sec et à l'abri de la lumière. Sa production limitée, sa manipulation délicate et sa conservation stricte expliquent le prix élevé de la gelée royale sur le marché.

Vitamines, glucides, antioxydants, minéraux : que contient la gelée royale pure ?

La gelée royale apporte en moyenne 150 calories pour 100 g, issues principalement du sucre (14,5 %), des protéines (13 %) et dans une moindre mesure de lipides (4,5 %). C'est un produit modérément calorique et sucré - bien moins que le miel par exemple - et qui est toujours consommé en petites quantités, ce qui rend cet apport calorique négligeable. C'est donc pour sa richesse en micronutriments que ce nectar est recherché. Pour subvenir aux besoins exigeants de la reine des abeilles, la gelée royale est un concentré de minéraux, vitamines, antioxydants et principes actifs.



La gelée royale est naturellement riche en vitamines du groupe B (notamment B5), contient des acides gras spécifiques comme le 10-HDA, des peptides aux propriétés antimicrobiennes, des oligo-éléments et des acides aminés. Emilie Demoly, Diététicienne micronutritionniste, nous dit que ce délicat produit est fragile, et que plusieurs facteurs peuvent affecter la qualité de ses micronutriments après extraction et stockage. La plupart de ses vitamines, minéraux, enzymes et acides aminés sont sensibles à la chaleur, à la lumière et/ou à l'oxygène. Malgré les précautions prises, une partie des vitamines et enzymes peut se dégrader, notamment si elle est conservée trop longtemps ou à température non adaptée. Pour profiter pleinement de ses bienfaits nutritionnels, il est conseillé de la conserver au frais et de la consommer rapidement après achat.

Quels sont les bienfaits de la gelée royale pour la santé ?

La gelée royale est vantée pour ses nombreux bienfaits sur l'organisme, liés à ses propriétés. Les bienfaits de la gelée royale sur l'organisme sont liés à ses propriétés antioxydantes, antibactériennes et anti inflammatoires. Elle est traditionnellement utilisée pour soutenir la vitalité, l'énergie, l'immunité et le stress oxydatif. Certaines données suggèrent également un intérêt pour la fonction

cognitive et le bien-être général. Emilie Demoly

- Ses protéines, vitamines (notamment B5 et B6) et acides aminés pourraient aider à renforcer le système immunitaire.
- Ses glucides facilement assimilables (glucose et fructose), associés aux vitamines du groupe B, lui conféreraient un coup de boost d'énergie, aidant à lutter contre la fatigue passagère et à améliorer l'endurance physique et mentale.
- Ses vitamines et acides aminés contribueraient aussi à la santé du système nerveux, améliorant la concentration, la mémoire et aidant à réguler le stress.
- Du fait de ses propriétés antibactériennes et anti-inflammatoires, le lait d'abeilles permettrait de limiter la prolifération des bactéries pathogènes dans le tube digestif et de favoriser l'équilibre de la flore intestinale.
- Enfin, certains composants spécifiques, comme les acides gras particuliers (10-HDA), possèdent des propriétés anti-inflammatoires, ce qui favoriserait la réparation des tissus et la cicatrisation. Quelques études ont notamment montré son efficacité dans la prise en charge des ulcères gastro-duodénaux.

Permet-elle réellement de booster les défenses immunitaires ?

Les prétendues vertus des compléments alimentaires de gelée royale sur le système

immunitaire ont fait l'objet de nombreuses études, qui ont donné des résultats assez variables. Les études indiquent généralement une action immunomodulatrice, avec une stimulation possible de certains mécanismes de défense et une influence sur des marqueurs inflammatoires. Mais les résultats varient selon les études et les formulations, et manquent souvent de rigueur. Emilie Demoly

La plupart d'entre elles manquent de contrôles suffisants et/ou sont de petite taille, ce qui rend leur fiabilité faible. Les variations dans la composition (selon l'origine, le traitement, le stockage, etc.) compliquent aussi les comparaisons. Si elle peut être un coup de pouce pour booster nos défenses naturelles, la gelée royale ne doit pas remplacer une alimentation équilibrée et un mode de vie sain.

Posologie, durée : combien de temps dure une cure de gelée royale en ampoule ?

Les médecins et phytothérapeutes conseillent des cures de 3 à 6 semaines en moyenne, à raison de 500 mg à 1 g par jour, en fonction de son gabarit et des effets observés. Notons qu'elle ne sera efficace sur l'organisme qu'en prise continue, avec une posologie régulière et sans oubli.

Pourquoi prendre la gelée royale à jeun ?

Il est effectivement généralement recommandé de prendre les ampoules de gelée royale le matin à jeun. « La prise à jeun favoriserait une meilleure

absorption des acides gras et des composés actifs, sans interférence digestive », indique tout d'abord Emilie Demoly. À jeun, l'estomac est vide et donc moins sollicité par la digestion : les nutriments passent plus vite et plus facilement dans la circulation, ce qui optimise leur biodisponibilité. Par ailleurs, certains composants (comme l'acide 10-HDA) peuvent être partiellement dégradés dans un milieu très acide ou en présence d'autres aliments. Elle est donc mieux préservée à jeun.

Quelles sont les contre-indications ou dangers à prendre de la gelée royale ?

La consommation de gelée royale est déconseillée en cas d'allergie aux produits de la ruche, avec une prudence particulière pour les personnes asthmatiques ou ayant des antécédents allergiques importants. Elle posséderait par ailleurs une légère action œstrogénique, liée à sa teneur en acides gras spécifiques (notamment le 10-HDA) et certains composés, susceptibles de mimer faiblement l'action des œstrogènes sur des récepteurs hormonaux. Par principe de précaution, il est préférable d'éviter les cures si l'on souffre d'un cancer hormonodépendant, du sein ou de la prostate, en attendant des études complémentaires. La gelée royale pourrait enfin interférer avec un anticoagulant : la warfarine. Les patients sous traitement doivent alors prendre l'avis de leur médecin prescripteur avant d'entamer une cure.

Enfants : à partir de quel âge peut-on consommer de la gelée royale ? La gelée royale peut être proposée aux enfants, mais avec certaines précautions. « Elle n'est généralement pas recommandée avant l'âge de 3 ans, car avant cet âge, le système immunitaire est encore en pleine maturation et le risque de réactions allergiques peut être plus élevé » indique la micronutritionniste. Au-delà, elle peut être utilisée sous forme adaptée, avec une vigilance accrue chez les enfants sujets aux allergies.



Astuces...



Gardez vos essentiels à portée de main.

Gardez les produits de soins essentiels prêt de votre lit – de façon à ce que vous vous souveniez toujours de les utiliser avant d’aller dormir, pour leur donner suffisamment de temps pour travailler leur magie. Une lotion pour le corps (vous vous reveillerez avec une peau super douce) et une crème pour les mains.

Refroidissez vos yeux gonflés.

Des yeux gonflés le matin ? Essayez de mettre un cube de glace enveloppé dans une serviette autour d’eux et leur taille réduira, donc vous pourrez quitter votre maison en étant bien reposée et en vous sentant bien

Tiramisu à la pistache



Ingrédients (pour 4 à 6 personnes)

250 g de mascarpone
3 jaunes d’œufs
80 g de sucre
Lait tiède (environ 50 ml)
Pâte à pistache (2 à 3 cuillères à soupe selon votre goût)
Biscuits à la cuillère ou boudoirs (environ 20)
Lait ou café pour tremper les biscuits (selon préférence)
Pistaches concassées pour la décoration

Préparation :

Dans un bol, fouettez les jaunes d’œufs avec le sucre jusqu’à ce que le mélange blanchisse. Ajoutez le mascarpone et mélangez délicatement jusqu’à obtenir une texture lisse. Incorporez le lait tiède petit à petit pour détendre la crème, puis ajoutez la pâte à pistache. Mélangez jusqu’à ce que la couleur et le goût soient uniformes.

Trempez rapidement les biscuits à la cuillère dans le lait (ou café pour un goût plus corsé). Attention à ne pas les détrempers pour qu’ils gardent leur tenue. Dans un plat ou des verrines individuelles, disposez une première couche de biscuits trempés. Recouvrez-les généreusement de crème au mascarpone et à la pistache.



Chef Raouf Amaoui

Conseil gourmand :

Pour un goût plus intense de pistache, ajoutez un peu de pâte à pistache directement dans le lait de trempage des biscuits. Ce tiramisu se conserve 2 à 3 jours au réfrigérateur, toujours bien couvert.

Répétez l’opération jusqu’à épuisement des ingrédients, en terminant par une couche de crème.

Couvrez le tiramisu et laissez reposer au réfrigérateur pendant au moins 4 heures, idéalement une nuit, pour que les saveurs se mélangent et que la crème prenne une texture ferme et onctueuse.

Juste avant de servir, parsemez de pistaches concassées pour apporter du croquant et un joli effet visuel. Vous pouvez également ajouter un léger filet de pâte à pistache pour décorer le dessus.

Se libérer d’une relation toxique Retrouver sa force intérieure

Sara Boueche

Les relations sont censées nous élever, nous nourrir, nous faire grandir. Pourtant, certaines nous étouffent, nous manipulent et nous font douter de nous-mêmes. Une relation toxique laisse souvent des cicatrices invisibles : culpabilité, anxiété, perte de confiance. S’en libérer n’est jamais facile, mais c’est possible et vital pour retrouver son équilibre émotionnel.

Reconnaître la toxicité

Le premier pas vers la liberté, c’est de nommer les choses. Les comportements abusifs, les critiques incessantes, le contrôle ou la manipulation émotionnelle ne sont pas « normaux ». Écoutez vos émotions : si vous vous sentez constamment diminuée, épuisée ou anxieuse, c’est un signal que votre bien-être est en danger. Reconnaître ce qui vous fait mal, c’est déjà commencer à reprendre le pouvoir.

Se reconstruire intérieurement

Rompre avec une personne toxique ne suffit pas toujours. Le cœur a besoin de temps pour cicatiser.



Offrez-vous cette permission de ressentir pleinement, sans culpabilité. Soyez douce avec vous-même, réapprenez à vous écouter, à poser vos limites et à prendre soin de vous. L’écriture, la méditation ou la thérapie peuvent devenir vos alliées pour retrouver votre force intérieure.

Reprenre le contrôle

Se libérer, c’est aussi décider concrètement de ce qui est bon pour vous. Limiter ou couper les contacts, s’entourer de personnes qui vous soutiennent, retrouver vos passions oubliées... Chaque petit geste compte. Même un simple « non » à ce qui vous fait

On peut encore sauver une plante aux feuilles marron



Quand une plante d’intérieur commence à brunir, c’est souvent le premier indice que quelque chose ne va plus dans ses conditions de culture.

Plusieurs facteurs peuvent provoquer ce brunissement. Une lumière insuffisante limite la photosynthèse, des parasites peuvent abîmer les tissus, un manque de minéraux ralentit la croissance. Mais les spécialistes l’observent dans la majorité des cas : l’excès d’eau reste la cause principale. Dans un pot, l’eau s’accumule facilement, le substrat se compacte, l’oxygène circule moins et les racines s’asphyxient. Elles commencent alors à noircir, perdent leur capacité d’absorption et déclenchent le brunissement progressif des feuilles.

Pour corriger ce problème, il existe une méthode simple. Il faut d’abord sortir la plante de son pot et examiner la motte. Un séchage rapide à l’air permet d’évacuer l’humidité en trop. On retire ensuite délicatement la terre saturée, puis on coupe les racines molles ou noires, signes de pourriture. La plante doit ensuite être repotée dans un substrat adapté, suffisamment drainant pour laisser circuler l’air et l’eau. Une pause de quatre à cinq jours avant le prochain arrosage laisse aux racines le temps de se rééquilibrer.

Amy Winehouse

Son père Mitch attaque deux proches de sa fille, dans une bataille judiciaire qui ravive les blessures

Quatorze ans après la mort d’Amy Winehouse, son père Mitch engage une action en justice contre deux amies de la chanteuse, qu’il accuse d’avoir tiré profit de la vente aux enchères de certains de ses objets personnels.

Le 23 juillet 2011, à 16h, Amy Winehouse était retrouvée morte dans sa maison de Camden, quartier «rock» de Londres. La veille, après une nuit sans sommeil à revoir en boucle ses dernières prestations jugées catastrophiques par le public, la star avait annoncé à son garde du corps, Andrew Morris, qu’elle allait se coucher. Quelques heures plus tard, ce dernier découvrait le corps sans vie de la chanteuse de 27 ans, tandis que la police retrouvait sur les lieux trois bouteilles de vodka vides. Une poignée de jours plus tôt, Amy Winehouse s’était confiée



à Sam Shaker, le patron du Jazz After Dark, club où elle avait débuté dix ans auparavant, lui disant : «J’ai vraiment besoin que quelqu’un vienne m’aider. J’ai envie de me suicider». Deux rapports conclurent à une «mort accidentelle» liée à une dose

d’alcool cinq fois supérieure à la limite légale. Son père, Mitch, rejette depuis toujours l’idée d’un geste volontaire.

Pourquoi Mitch Winehouse attaque en justice deux proches de sa fille Amy

Aujourd’hui, Mitch Winehouse

se retrouve de nouveau au cœur de la tourmente, informe The Mirror. Agissant en tant qu’administrateur de la succession de sa fille, il poursuit deux proches d’Amy : sa styliste Naomi Parry et son amie Catriona Gourlay. Il leur reproche d’avoir vendu, en 2021 et 2023, des dizaines d’objets personnels de la chanteuse lors de ventes aux enchères aux États-Unis, sans son accord, et pour des montants qui atteindraient plusieurs centaines de milliers de dollars. Face au juge de la Haute Cour, Mitch a assuré être «très, très contrarié» par l’idée émise par les avocats des deux femmes, selon laquelle sa famille aurait «très bien profité de l’héritage» de sa fille. Accusé de «jalousie mesquine» par la défense, il a fermement démenti.

Amy Winehouse : une vente aux enchères de ses objets personnels au cœur de la

polémique

De leur côté, Naomi Parry et Catriona Gourlay affirment que les objets vendus leur appartenaient déjà ou avaient été offerts par Amy elle-même, réfutant toute malhonnêteté. «Ces jeunes femmes ne sont pas des voleuses et elles ne sont pas malhonnêtes», a insisté l’avocate Beth Grossman, qui rappelle que les deux femmes vivaient «pratiquement au jour le jour». Mitch Winehouse, lui, pensait que l’importante vente de 2021, qui a rapporté 1,4 million de dollars, se ferait au profit de la famille et de la fondation Amy Winehouse. Il reconnaît d’ailleurs avoir été «déçu» par le montant final, qu’il estimait à plus de deux millions. À la justice, désormais, de démêler les intentions de chacun.

Thomas Markle révèle qu'il veut se réconcilier avec sa fille mais pas seulement

Alors qu’il a été hospitalisé en urgences en Thaïlande, où il vit avec son fils, Thomas Markle, le père de la duchesse de Sussex, a dû être amputé de la jambe, en-dessous du genou. Depuis, il a fait plusieurs déclarations, indiquant qu’il souhaitait avoir des nouvelles de sa fille.

Thomas Markle veut se réconcilier avec sa fille. Si c’est un vœu qu’il formule depuis le mariage de Meghan Markle avec le prince Harry en 2018, il se pourrait cependant qu’il soit plus proche que jamais de l’atteindre. Ce vendredi 5 décembre, le fils de Thomas Markle a révélé auprès du Daily Mail que son père avait subi en urgence une opération de plus de trois heures. En effet, à cause d’un caillot de sang qui bloquait sa circulation, il a fallu lui amputer une partie de sa jambe gauche, en

dessous du genou, puisque son pied commençait à noircir. Ainsi, l’homme de 81 ans a échappé à une septicémie. Depuis, l’ancien directeur de la photographie a directement donné de ses nouvelles, et l’une de ses préoccupations majeures reste sa fille avec qui il ne communique plus depuis plus de 7 ans. En plus de Thomas Markle Jr., qui a demandé à sa sœur de faire preuve de compassion et de le contacter, le père de trois enfants a lui-même fait une demande particulière à la belle-fille du roi Charles III.

Thomas Markle fait une demande à sa fille

«Je ne veux pas mourir fâché avec Meghan. Je veux rencontrer mes petits-enfants et Harry», a expliqué Thomas Markle au Daily Mail ce samedi 6 décembre depuis son lit d’hôpital, révélant également n’avoir jamais changé de numéro «afin qu’elle puisse

toujours (le) joindre». C’est son rêve le plus cher, comme il l’a confié, lui qui n’a toujours pas vu ses petits-enfants, Archie, 6 ans, et Lilibet, 4 ans. Il ne connaît pas non plus le prince Harry, puisqu’il n’avait pas assisté au mariage royal le 19 mai 2018. Cette demande de Thomas Markle semblait avoir été en partie entendue puisqu’un porte-parole de la duchesse de Sussex avait révélé que cette dernière avait pris des nouvelles de son père. Une information réfutée par Thomas Markle lui-même, mais aussi par l’hôpital dans lequel il est hospitalisé. Une source hospitalière a en effet confié au site : «M. Markle est un patient VIP. Bien sûr, nous savons tous qui il est. Si Meghan ou quelqu’un de son entourage avait appelé ici, nous l’aurions su.»

Meghan Markle confirme avoir joint son père



Selon certaines informations, Meghan Markle aurait appris l’information de l’hospitalisation de son père par les médias. Ce samedi 6 décembre, un porte-parole du duc et de la duchesse de Sussex a confirmé que Meghan Markle avait envoyé un email à son père, et que celui-ci semblait bien avoir été distribué. Comme l’a dévoilé le site an-

glais, le courriel a été envoyé à une adresse que Thomas Markle n’utilise plus depuis au moins cinq ans. D’autres membres de la famille Markle et certains de ses amis proches ont également indiqué que l’homme n’envoie jamais de mails et ne les consulte donc quasiment jamais... Un quiproquo de plus dans la relation père-fille...

Sénégal

La Dakar Fashion Week prend le large

A Dakar, la mode quitte le podium... pour prendre le large. Au large de la capitale sénégalaise, les mannequins défilent cette année sur des pirogues de pêcheurs, accrochés à des cordes pour ne pas tomber dans les vagues. Une scène spectaculaire pour la 23^e Dakar Fashion Week.

Fondée en 2002 par la créatrice Adama Paris, la Fashion Week est devenue l’un des rendez-vous majeurs de la mode africaine. Pour cette édition 2025, le thème est clair : « l’océan comme scène ». Et la promesse est tenue : le public, lui aussi, embarque sur les bateaux. Dakar, capitale culturelle, s’im-

pose depuis longtemps comme un pilier de la mode du continent. Le Sénégal porte une tradition textile ancienne et influence depuis des décennies l’esthétique ouest-africaine, du streetwear aux arts urbains. La Dakar Fashion Week attire aujourd’hui des créateurs venus de toute l’Afrique. Défilés à l’am-

bassade de Turquie, scène ouverte pour les jeunes stylistes... L’événement rayonne bien au-delà du littoral sénégalais. Une édition hors normes, portée par la créativité d’Adama Paris et de ses équipes. À Dakar, cette année, la mode a prouvé qu’elle pouvait naviguer... même en pleine houle.



E-commerce :**La BDL lance le paiement en ligne vers l'Algérie via les cartes internationales Mastercard**

La Banque de développement local (BDL) a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement d'un service de paiement électronique depuis l'étranger vers l'Algérie via les cartes internationales Mastercard, "une première du genre" sur la place financière nationale.

Cela intervient après le lancement du même service par cette banque publique, via le réseau Visa en mai dernier, une démarche qui devrait soutenir l'entrée de devises en Algérie.

Ainsi, les entreprises algériennes pourront désormais commercialiser leurs produits et services à l'étranger au moyen d'une plateforme électronique "sécurisée et conforme aux standards internationaux", connectée aux réseaux Visa et Mastercard, précise le



communiqué.

Cette initiative vise, selon la même source, à renforcer la présence de l'offre algérienne sur les marchés étrangers, qu'il s'agisse de biens ou de services, et à valoriser les capacités de l'industrie nationale dans différents secteurs économiques.

L'adhésion à ce service se fait de manière "simple et rapide", ajoute le communiqué,

indiquant qu'il est "accessible à l'ensemble des entreprises algériennes souhaitant accepter des paiements internationaux, qu'il s'agisse d'une startup, d'une petite ou moyenne entreprise, ou d'une grande entreprise, sous réserve du respect des exigences réglementaires en matière d'e-commerce et de conformité financière".

A travers le lancement de ce service, la BDL "confirme

son rôle de pionnier dans la modernisation des services bancaires, en tant que première et seule banque à offrir ce type de solution", souligne la banque, rappelant les résultats "positifs" enregistrés via le réseau Visa.

Depuis son lancement en mai dernier (avec le réseau Visa), le service de paiement électronique vers l'Algérie via les cartes internationales a

connu une progression notable, avec un volume de transactions dépassant 1 million d'euros, provenant de prestations réalisées notamment dans les segments du tourisme, des services téléphoniques et des voyages.

Ce niveau d'activité "confirme l'intérêt croissant pour ce type de service et son potentiel à accompagner les entreprises et les particuliers dans l'expansion de leurs activités à l'international", ajoute la banque.

Avec le lancement de ce service, "la banque réaffirme son engagement à accompagner les entreprises algériennes dans leur transformation numérique et leur ouverture sur les marchés internationaux, en s'appuyant sur la complémentarité des solutions Visa et Mastercard", conclut le communiqué.

Constantine :**Ouverture du Salon national de production et d'exportation des produits alimentaires et agricoles**

Le Salon national de production et d'exportation des produits alimentaires et agricoles "AGREXPORT AFRICA" s'est ouvert lundi au complexe culturel Ahmed Bey "Zenith" à Constantine, avec la participation de 44 exposants représentant diverses wilayas du pays, spécialisés dans un large éventail de produits alimentaires, destinés à l'exportation vers les marchés africains.

Dans une déclaration à la presse, en marge de l'ouverture du salon, supervisé par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, le commissaire du salon, Abdelhakim El Almi a précisé que cet événement vise à promouvoir les produits nationaux et à renforcer leurs opportunités d'exportation vers les marchés africains et internationaux, ajoutant que le succès des entreprises locales en matière d'autosuffisance facilite désormais l'introduction des produits algériens sur les marchés



africains, notamment le lait, les biscuits, la semoule, la farine, les fruits et légumes, ainsi que le miel, les dattes et même les produits traditionnels tels que la "Jawzia Constantinoise".

Pour sa part, M. Faouzi Sahraoui, délégué régional du Conseil renouveau économique algérien, a affirmé que le Conseil joue un rôle central en tant que pont stratégique entre les entreprises algériennes, qu'elles soient grandes ou

émergentes, et les marchés africains.

Il a souligné que les produits algériens se distinguent désormais par leur haute qualité et leur compétitivité, offrant un potentiel considérable pour l'exportation vers le continent africain.

Par ailleurs, trois producteurs algériens spécialisés dans les huiles alimentaires et les herbes, la production de pommes, ainsi que les céréales

et légumes secs, ont confirmé que leurs produits sont désormais fortement sollicités sur le marché africain, notamment après avoir atteint l'autosuffisance et l'abondance de production en Algérie qui leur a permis de s'orienter vers l'exportation avec un enthousiasme considérable, à la faveur des facilités offertes par l'Etat.

Les organisateurs ont précisé que le salon, qui se tiendra

sur trois jours consécutifs, constitue une plateforme unique pour présenter les produits et faciliter les échanges entre exposants, investisseurs et partenaires potentiels.

L'événement, qui est le fruit d'une collaboration étroite entre Aurora INC, le CREA, l'Association des Exportateurs Algériens et la Chambre du Commerce et d'Industrie Rhumel (CCIR) de Constantine, est marqué par la participation des startups issues de trois universités de Constantine et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

A noter que le programme comprend des conférences scientifiques et des ateliers pratiques animés par des experts spécialisés dans les transactions bancaires pour les entreprises exportatrices, ainsi que des experts, dans le but de renforcer les capacités des exportateurs et d'accroître la compétitivité des produits nationaux sur les marchés internationaux.